Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire ?

Nos pratiques d'alphabétisation populaire s'inspirent encore largement de l'approche de conscientisation de Paulo Freire, constations-nous dans le dossier précédent. Mais elles s'abreuvent aussi à d'autres idéologies ou courants de pensée, parfois sans même que nous en soyons conscients.

En voici trois qui, d'une manière ou d'une autre, influencent notre façon de faire de l'alphabétisation : le néolibéralisme, plus présent de jour en jour, et ce, jusque dans nos idéaux, l'action directe non violente, courant des années 40 toujours d'actualité, et l'écologie sociale, idéologie plus récente liée à des enjeux vitaux comme la mauvaise utilisation des ressources humaines et naturelles.

L'exercice ne serait pas complet sans essayer de comprendre ce que ces théories impliquent au quotidien. Par exemple, sommes-nous tentés de rationaliser notre travail, pour utiliser une expression chère aux néolibéraux ? Ne devrions-nous pas sortir des boules à mites les costumes de militants purs et durs afin de forcer l'écoute des oreilles obstinément fermées ? Avons-nous appliqué avant la lettre les principes de l'écologie sociale selon lesquels toute communauté a droit à l'autodétermination (un quartier, un groupe, une association quelconque d'individus aux rêves communs) ?

On le verra, quand il s'agit de pratiques, la subjectivité et l'interprétation occupent une place considérable. Forcément, si l'on considère que toute action est subordonnée à des objectifs précis, à des stratégies adaptées au contexte ou à la cible à atteindre, à des détails comme l'argent disponible… Pas de modèles prêts-à-porter, mais des modèles d'ingéniosité et d'imagination. Des expériences empruntant un peu à ceci, un peu à cela, mélangeant allègrement les genres puisque le but ultime est d'inventer de nouvelles règles, nos règles.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

La construction néolibérale

Est-ce la main de Dieu, est-ce la main du Diable ? Le néolibéralisme a si bien pénétré nos actes et nos pensées qu'il semble relever de l'ordre naturel des choses.

John D. Kinloch, Denyse Lacelle et Deane Taylor,
Projet Genèse, un groupe de défense des droits sociaux du quartier Côte-des-Neiges à Montréal

Au fil des 20 dernières années, nous avons vu notre société changer de façon importante, et les valeurs qui la portent se transformer. Du modèle relativement social-démocrate qui guidait le développement du Québec, nous sommes passés au modèle néolibéral.

Avant cette période, le développement économique des pays occidentaux reposait, depuis longtemps et avec quelques variantes, sur le libéralisme : liberté de l'entreprise, libre-marché et concurrence, valorisation de la propriété privée... Toutefois, à la fin des années 20, ce modèle a connu une crise majeure menant à une révision du rôle de l'État, appelé alors à la rescousse, notamment pour mettre en place des programmes sociaux et soutenir les entreprises. Selon les pays, l'État est intervenu beaucoup ou peu. Au Québec, il jouera un rôle de régulation de la société par l'établissement d'un filet de sécurité sociale et par le maintien de mécanismes réduisant l'impact du développement économique ; ces pratiques politiques ont été qualifiées de sociale-démocratie. Les dernières années, cette approche a été peu à peu remise en question au profit du « néolibéralisme », c'est-à-dire le libéralisme revu et corrigé.

Libre de profiter de tout

Bien que d'application récente, le modèle néolibéral a laissé une cicatrice profonde sur plusieurs sociétés, celle de la Grande-Bretagne par exemple. Dans la période pré-Thatcher, environ 1 personne sur 10 était considérée comme pauvre —

Il était de croyance commune, que le contrôle de l'économie ne devait pas être laissé entre les mains d'un seul secteur ou d'une seule classe de la société.

résultat peu brillant, mais tout de même honorable face à l'ensemble des nations et assurément meilleur que dans la période ayant précédé la Deuxième Guerre mondiale. Après l'expérience néolibérale imposée par Thatcher et son gouvernement, une personne sur quatre et un enfant sur trois vivaient dans la pauvreté.

Aux États-Unis, la révolution néolibérale de Ronald Reagan a eu des effets comparables. Dans un livre intitulé The Politics of the Rich and the Poor, l'auteur Kevin Phillips a analysé les bouleversements qui ont eu cours en matière de distribution des revenus. Cet analyste républicain et ancien aide du président Nixon a évalué les changements imposés par les politiques néolibérales entre 1977 et 1988: 10% des familles les plus riches ont vu leur revenu s'accroître de 16%; 5% de ces familles ont haussé leur revenu de 23%; enfin, les 1% les plus riches ont augmenté leur revenu de 50%. Pour ce qui est des plus pauvres, 80% ont vu leur revenu décroître et 10% des Américains les plus pauvres ont vu leur revenu passer de 4113$ (par année) à 3504$, ce qui signifie une diminution de 15%. En une décennie, les revenus des 1% les plus riches sont passés de 65 fois à 115 fois plus élevés que ceux du groupe inférieur.

Au Canada, au cours des 20 dernières années, bien que les politiques de libre-échange mises en place sous la bannière du néolibéralisme aient résulté en centaines de milliers de pertes d'emplois et en des compressions budgétaires, tant au provincial qu'au fédéral, dans les programmes en santé et dans les autres programmes sociaux, nos gouvernements ont continué de se conformer aux tendances internationales en faveur de la privatisation des services publics.

Pour comprendre le néolibéralisme, regardons de près ses postulats. Par exemple, l'idée que la croissance économique est la seule voie permettant le progrès, que le libre-marché, lorsqu'il n'est pas entravé par des interventions de l'État, constitue la meilleure façon d'utiliser les ressources humaines et financières, et mène à la prospérité économique ainsi qu'à la justice sociale, que la mondialisation sera profitable à tous. On ajoute du même souffle que la privatisation, c'est-à-dire la vente des biens publics à des intérêts privés, élimine les inefficacités induites par le secteur public. Finalement, on martèle que le seul rôle de l'État est d'assurer le maintien de la loi en ce qui concerne les droits de propriétés et les contrats.

Concrètement, cette doctrine se traduit en cinq orientations:

- *Les lois du marché avant tout.* Le capital, les biens et les services doivent circuler sans interventions étatiques, le marché se régulant lui-même et permettant le *trickling-down*, c'est-à-dire la distribution de la richesse vers le bas. Cette liberté inclut également la désyndicalisation et la suppression de toutes contraintes au brassage de capitaux (pouvant entraîner, entre autres, la dévaluation de monnaies et la faillite d'économies nationales).

> Les promoteurs de l'idéologie néolibérale ont dépensé des centaines de millions de dollars, et chaque sou en a valu la peine puisque le néolibéralisme apparaît maintenant comme une condition normale de la nature humaine.

- *La réduction des dépenses publiques pour la santé, les services sociaux et l'éducation.*
- *La déréglementation*, qui permettra aux forces du marché de fixer elles-mêmes les mécanismes de régulation.
- *La privatisation des services publics.*
- *Le changement de regard*, passant d'une vision du bien public et de la communauté vers l'individualisme et la responsabilité individuelle.

Que s'est-il passé ?

On l'a dit, le néolibéralisme constitue une fracture radicale par rapport à la pensée économique qui prévalait après la Deuxième Guerre mondiale, celle de John Meynard Keynes, lequel souhaitait une intervention étatique forte dans l'économie. La reprise économique qui suivit la Grande Dépression, en raison de l'effort de guerre, amena cet économiste à confier à l'État un rôle de régulation de l'économie. On en avait assez du libéralisme classique, qui avait provoqué de nombreuses récessions et une crise majeure, et la pensée dominante intégra les remises en questions auxquelles il avait donné lieu. Que le marché ait le droit de prendre des décisions sociales et politiques majeures, que l'État puisse réduire volontairement son rôle dans l'économie, que les entreprises se voient accorder la totale liberté d'agir, qu'on fasse plier les syndicats ou que les citoyens et les citoyennes obtiennent de moins en moins de protection — de telles idées étaient impensables à l'époque.

C'est aussi à cette période que furent créés le Fonds monétaire international et la Banque mondiale afin de mettre en place des politiques susceptibles d'assurer la richesse collective à toutes les nations. Il était de croyance commune, dans cet après-guerre, que le contrôle

de l'économie ne devait pas être laissé entre les mains d'un seul secteur ou d'une seule classe de la société.

Comment le néolibéralisme est-il devenu, aujourd'hui, la doctrine dominante? Pourquoi le Fonds monétaire international et la Banque mondiale peuvent-ils intervenir à volonté et contraindre les pays à prendre part à l'économie mondiale dans des termes qui leur sont tellement désavantageux? Pourquoi l'État-providence est-il remis en question dans tous les pays où il avait été mis en place? Pourquoi l'environnement est-il au bord de l'éclatement? Pourquoi y a-t-il tant de pauvres, au Nord comme au Sud, alors qu'il n'y a jamais eu autant de richesse?

La guerre idéologique

Il y a une quarantaine d'années, un petit groupe s'est formé autour de Frederich von Hayek[1], un philosophe-économiste. Avec des étudiants tels que Milton Friedman[2], il a développé ce que l'on appelle depuis l'École de Chicago. S'opposant aux politiques de Keynes, cette école a prôné le monétarisme, une politique stricte de contrôle de la croissance de la masse monétaire afin d'éviter l'inflation. Ce groupe a repris les fondements du libéralisme classique, les a confrontés à la réalité et les a organisés en « dogmes », comme nous l'avons vu plus haut.

Ces « néolibéraux » ont été largement financés par les grandes entreprises ayant tout à gagner de la réduction, voire la disparition, des contraintes étatiques. Grâce à leurs bailleurs de fonds, ils ont créé un immense réseau international de fondations, d'instituts, de centres de recherche, de publications, de chaires, d'écrivains, d'agences de relations publiques pour pousser plus loin leurs idées et leur doctrine. Ils ont ainsi construit un cadre idéologique extrêmement efficace qui se résume à cette sentence : si l'on peut contrôler la tête des gens, leur cœur et leurs mains suivront.

> Loin de résoudre les problèmes qui affectent notre économie, le néolibéralisme échoue à offrir un remède crédible nous permettant de bâtir un monde libéré des injustices économiques et de la dégradation de l'environnement.

Les promoteurs de l'idéologie néolibérale ont dépensé des centaines de millions de dollars, et chaque sou en a valu la peine puisque le néolibéralisme apparaît maintenant comme une condition normale de la nature humaine. Qu'importent la quantité de désastres en tous genres engendrés, les crises financières provoquées, le nombre d'exclus et de rejetés créés, on nous a fait croire que le néolibéralisme est inévitable, comme un acte divin, qu'il est le seul ordre politique, économique et social à notre disposition.

Et pourtant, il y a déjà plus de 50 ans, l'universitaire Karl Polanyi[3] faisait cette déclaration prophétique quant aux dangers d'un développement basé sur la seule logique du marché : « Permettre aux mécanismes du marché d'être les seuls directeurs du sort des hommes et de leur environnement naturel... résultera en la démolition de la société. »

Et pourtant, ce soi-disant libre-marché est loin d'être libre, puisqu'il est contrôlé par des intérêts économiques puissants qui le manipulent en fonction de leurs propres intérêts. En effet, pour beaucoup de personnes démunies d'Afrique et d'Asie ou des pays développés qui ont perdu pied en raison des politiques néolibérales, les pratiques du libre-marché ressemblent fort aux vieilles pratiques de pillage de la multitude au profit de quelques-uns.

Et pourtant, loin de résoudre les problèmes qui affectent notre économie, le néolibéralisme échoue à offrir un remède crédible nous permettant de bâtir un monde libéré des injustices économiques et de la dégradation de l'environnement qui caractérisent la période actuelle.

Les conditions dans lesquelles nous sommes contraints de vivre en raison du néolibéralisme ont été créées pour des motifs précis : favoriser des profits maximum, par exemple, ou faire tomber toutes les barrières au commerce — dont la syndicalisation ou les normes de protection environnementales. Une fois qu'on a saisi cette logique, une fois qu'on a saisi qu'il ne s'agit pas d'une force comme la gravité, mais d'une construction artificielle servant à masquer les intérêts de certains privilégiés, on comprend que ce qui a été créé par certaines personnes, d'autres peuvent le changer!

1 Économiste britannique (1899-1992). Opposé à la pensée de Keynes, il a étudié les crises et défendu le monétarisme. aPrix Nobel de sciences économiques en 1974.

2 Économiste américain, né en 1912. Prix Nobel de sciences économiques en 1976. Chef de l'École de Chicago.

3 Économiste britannique (1886-1964). Ses recherches ont porté notamment sur les systèmes économiques précapitalistes. Il prônait une économie planifiée, basée sur un humanisme socialiste.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Néolibéralisme et alphabétisation populaire ont-ils quelque chose en commun ?

Y a-t-il un lien entre les priorités établies dans nos groupes et les valeurs prônées par la société? Nous est-il encore possible de faire de l'éducation populaire? Nos interventions auprès des participants et des participantes reflètent-elles de plus en plus la manière dont est perçue maintenant l'éducation des adultes?

Peut-on établir un rapport entre nos pratiques actuelles et l'idéologie dominante? La Boîte à lettres, en Montérégie, et Atout-Lire, à Québec, estiment que oui. Voici leurs réponses aux questions que nous leur avons posées.

Quels comportements en éducation populaire trouvent leurs sources dans les idées défendues par le néolibéralisme? Certains se retrouvent-ils dans les groupes d'alphabétisation populaire, dans votre groupe?

La Boîte à lettres: Dans plusieurs groupes et parfois dans le nôtre, on retrouve les idées suivantes: il faut montrer à lire et à écrire à tout prix; il faut individualiser l'intervention; il faut responsabiliser l'individu, la famille et déresponsabiliser l'État, la société; reproduire certains rapports sociaux de domination; hiérarchiser le mode de gestion des groupes.

Atout-Lire: Voir les participants et les participantes comme des clients à satisfaire (si je ne lui offre pas le bon produit, il ira ailleurs).

La planification du travail à la sauce néolibérale (planification stratégique établissant les besoins, les ressources, les perspectives d'avenir, etc.) qui nous enferme dans une logique technocratique et qui laisse peu de place à l'improvisation et au bricolage, deux traits essentiels de l'humanité.

Abandonner notre vision globale de l'analphabétisme et travailler de plus en plus par *problématiques*… Devenir peu à peu des fournisseurs de services… Viser la rentabilité de nos organismes… Ne sommes-nous pas tombés dans le piège du néolibéralisme?

La Boîte à lettres: Nous croyons que nous tombons de moins en moins dans ce piège. Nous comprenons mieux notre rôle et nous affinons notre conscience critique à l'égard de la société. Nous prenons des risques et nous nous imposons tels que nous sommes.

Loin de négliger notre vision globale de l'analphabétisme, nous suivons de plus en plus cette voie, et nous cherchons même à l'enrichir et à la bonifier, à évaluer ce qu'elle veut dire dans les pratiques, dans le quotidien.

Bien que nous soyons très critiques envers l'idéologie néolibérale, il ne faut pas nier le contexte dans lequel nous vivons. Notre organisme offre, entre autres, des services, mais la vraie question à se poser, c'est dans quelles conditions et avec quel esprit ces services sont-ils offerts? Il en va de même pour la rentabilité d'un groupe. Qu'entend-on par rentable? Ce n'est pas un mot que l'on utilise. Nous vivons l'autonomie sur tous les plans.

Atout-Lire: La gestion par résultats est un thème à la mode qui commence à s'infiltrer dans la philosophie de certains organismes communautaires œuvrant en complémentarité des services publics. Des contraintes administratives nous amènent déjà à faire des compromis sur l'autonomie, notamment en ce qui concerne nos relations avec les CLE. La question qui peut se poser est la suivante: sommes-nous prêts à faire passer l'autonomie du groupe avant nos subventions? Faire moins avec moins peut-il être un choix pertinent pour la sauvegarde de notre autonomie?

Il y a 30 ans, les groupes d'éducation populaire et les groupes d'alphabétisation populaire étaient mis sur pied pour réduire, voire éliminer, les iniquités sociales. Sommes-nous encore en mesure de remplir ce mandat?

La Boîte à lettres: Oui. Il faut travailler encore plus fort sur cet aspect, remettre en question la société et aussi notre groupe même. Si le néolibéralisme continue à gagner du terrain, comment notre groupe se déploiera-t-il? En tenant compte ou pas des valeurs dominantes? Il faut se poser des questions et se redéfinir régulièrement.

Atout-Lire: Dans l'état actuel des choses, nous ne sommes plus en mesure de réduire les iniquités sociales. Il s'agit d'un objectif politique, et nos groupes accordent maintenant peu de place à l'action politique, déléguant pour la plupart cette tâche à des regroupements représentatifs, mais fort peu mobilisants. Des exceptions, par contre: la Marche des femmes, la lutte contre la ZLEA, la loi pour un Québec sans pauvreté…

Avons-nous tendance à penser que nos valeurs, en tant que formateurs et formatrices, sont les bonnes et qu'elles ne sont pas teintées de l'idéologie dominante? Comment cela se passe-t-il dans la pratique quotidienne?

La Boîte à lettres: Souvent, nous croyons que nos valeurs sont les bonnes, mais nous constatons de plus en plus que certaines d'entre elles sont teintées de l'idéologie dominante et qu'elles nous placent en contradiction avec notre discours.

Nous vivons ces contradictions dans le quotidien, par exemple en aidant les participants et les participantes à tirer le maximum de leur maigre chèque d'aide sociale plutôt que de les inciter à se battre pour un montant décent.

Atout-Lire: L'idéologie dominante est si puissante qu'elle crée des brèches dans nos convictions et module notre discours en fonction de son acceptabilité sociale. Nos valeurs d'égalité et de solidarité n'ont aucune place et sont même dangereuses pour un système construit sur la base de la concentration des pouvoirs (économiques, politiques et idéologiques). Chomsky[1] dit que l'ordre impérial actuel du monde est en guerre contre la démocratie. Dans un contexte où le pouvoir financier nous répète sans relâche que les riches doivent s'enrichir davantage pour créer de la richesse (lire des emplois), nous en sommes venus à intégrer une partie de ce discours en ne revendiquant désormais qu'une distribution un peu plus égalitaire des ressources (dans le fond, c'est peut-être bien naturel d'avoir des riches).

Comment intervenir sans imposer nos valeurs aux participants et aux participantes?

La Boîte à lettres: Comme groupe, nous portons des valeurs, peu importe les individus qui composent le groupe: solidarité, équité, entraide, respect, etc. Ces valeurs sont non négociables. Les personnes qui adhèrent au groupe baignent dedans.

En tant qu'individu, on a des valeurs qu'on croit être les bonnes. L'important, c'est de prendre conscience de ces valeurs afin de les imposer le moins possible, de manière consciente ou non. Sans quoi, on se retrouve à nier l'expérience des individus.

Atout-Lire: Il est évident que les animateurs et les animatrices projettent une image d'autorité qui agit sur les participants et les participantes. Nous en sommes conscients, et peut-être avons-nous tendance à éviter les débats avec ces derniers de peur d'imposer nos valeurs. Dans le rapport à l'Autre, que nous voulons le plus égalitaire et le plus respectueux possible, il peut arriver en effet de pécher par un trop grand relativisme culturel. Je donne un exemple. Dans mon atelier, monsieur X pense qu'il faut pénaliser les jeunes qui refusent de suivre les parcours de l'aide sociale. Moi, comme animateur, je l'écoute et n'ose pas trop le contredire de peur de le forcer à accepter mes valeurs.

1 Philosophe et linguiste né aux États-Unis en 1928. Il est connu pour ses nombreux écrits sur la politique et ses pensées altermondialistes. Il a fait l'objet d'un documentaire en 2003 dont le titre est *Noam Chomsky: pouvoir et terreur. Entretiens après le 11 septembre.*

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Il y a toujours du politique dans le rapport à l'Autre, car les valeurs habitent les individus qui interagissent entre eux. Ces valeurs ne sont pas seulement des idées qui font l'objet de discussions, elles guident aussi nos actions. En ce sens, trop de relativisme culturel nous plonge dans un flou où toutes les valeurs méritent un respect équivalent, ce qui paralyse inévitablement l'action.

On peut affirmer avec conviction ses valeurs si les échanges s'inscrivent dans un débat d'idées où l'Autre demeure un individu qui n'est pas méprisé. Le néolibéralisme, au contraire, considère l'Autre comme l'incarnation du mal, de la bêtise ou de l'insignifiance. Les valeurs qui lui sont étrangères sont mauvaises parce que différentes des siennes. C'est du fascisme. Le contraire du fascisme est la démocratie où la multiplicité des valeurs n'est pas niée ou méprisée, mais constitue plutôt le matériau des débats d'où émergent les consensus nécessaires à la vie en société. La solution se situe donc entre les deux extrêmes : le relativisme culturel « absolu » et le rejet des idées de l'Autre.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Déjouer pour transformer

L'action directe non violente[1]

Occuper les toilettes de l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau, faire croire à Pierre-Karl Péladeau qu'on détient suffisamment d'actions pour prendre le contrôle de sa compagnie, décorer la pelouse de Paul Martin d'une multitude de flamants roses. Petite leçon de militantisme pour gens très sérieux.

François Labbé,
formateur en alphabétisation et agent de liaison au Regroupement des auberges du cœur du Québec

L'approche radicale de Saul Alinsky, ou « l'action directe non violente[2] », a fortement marqué l'organisation communautaire en Amérique du Nord et même en Europe pendant les années 60 et 70. Elle a fait école en présidant à la formation de certains des organisateurs les plus réputés des États-Unis, tels que Shel Trapp et Gale Cincotta[3]. Plus près de nous, elle a influencé des mouvements de désobéissance civile comme SAIAMI. Le but de cet article est de faire découvrir, ou redécouvrir, cette approche, puis de tracer des liens entre elle et nos pratiques actuelles d'alphabétisation populaire.

Radical, révolutionnaire et agitateur

Né dans un quartier pauvre de Chicago, Alinsky étudie d'abord l'archéologie, puis la sociologie. Pendant les années 30, il travaille surtout avec les délinquants. Sa première expérience d'organisateur social[4] se déroule lors de la Dépression : il dresse pour des étudiants affamés une liste de snack-bars où il est possible de manger… puis de partir sans payer ! Il participe à la création du CIO, l'un des plus grands syndicats ouvriers des États-Unis, mais le syndicalisme ne le passionnera jamais. Il révèle son génie à la fin des années 30 en œuvrant dans les ghettos ethniques de Chicago, déchirés par la pauvreté, l'insalubrité, le racisme, l'intolérance et l'injustice. Ses militants et lui affrontent les meneurs politiques et économiques locaux.

1 Ce regroupement rassemble des maisons d'hébergement qui s'adressent aux jeunes de 12 à 30 ans. Pour plus d'information, consultez le site Internet suivant : www.aubergesducœur.com.

2 Il n'existe aucune expression équivalente en américain. Saul Alinsky et ses collaborateurs n'ont pas jugé utile de donner un nom à leur approche.

3 Deux activistes radicaux engagés dans des luttes sociales dès la fin des années 60. Un temps disciples d'Alinsky, leurs principes d'organisation et d'action sont les mêmes. En 1972, ils fondent le *National Training and Information Center* (NTIC) de Chicago. Pendant une trentaine d'années, ils interviennent dans les communautés défavorisées de la ville, forment des organisateurs partout au pays, soutiennent la création de centaines d'organisations engagées dans des luttes pour la justice sociale, remportent des victoires importantes auprès du gouvernement américain qui finit par réglementer la spéculation immobilière qui a pour effet de chasser les plus pauvres vers des ghettos et des taudis. Les actions menées contre la ségrégation raciale furent particulièrement vives, mais permirent, entre autres, de rendre accessibles les écoles « de Blancs » aux Afro-Américains et aux minorités visibles. Aujourd'hui encore, la NTCI entend cerner les problèmes locaux, s'attaquer aux racines de ces problèmes et former des organisateurs issus des communautés en difficulté.

4 Les termes « organisateur social » ont ici le sens que leur donne Alinsky : il s'agit de toute personne, y compris les formateurs et les formatrices, désireuse d'organiser un groupe ou une collectivité dans le but de résoudre un problème.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Après une période d'impasse, le succès vient : baisse des loyers, hausse des salaires des ouvriers, réorganisation des services municipaux... Entre-temps, il expérimente des principes d'action qu'il ne cessera ensuite de mettre en pratique et qui feront l'objet d'un livre publié un an avant sa mort : Rules for Radicals, traduit en français par *Manuel de l'animateur social. Une action directe non violente.*

Alinsky refuse les compromis des organisations communautaires qui ne proposent aux pauvres que des « thérapies d'adaptation » à un système d'oppression de l'ensemble de la société. Cette adaptation, finalement, renforce l'aliénation des individus et ne transforme en rien les structures qui la produisent. Comme le pédagogue brésilien Paulo Freire, il parle d'une nécessaire révolution faite par et pour les opprimés afin de transformer durablement notre société et la rendre plus juste pour tous et toutes. Révolution et non coup d'État, c'est-à-dire des actions non violentes et pédagogiques posées pour transformer et non pour détruire. C'est une révolution par le bas qu'il propose, préférant la résolution de problèmes concrets et locaux, plutôt que des réformes politiques d'envergure nationale. Il se méfiera toute sa vie des partis politiques comme des idéologies à prétention universelle qui limitent, tôt ou tard, la liberté de penser et d'agir. Pour lui, aucune révolution n'est définitive. Les solutions d'aujourd'hui n'étant que les problèmes de demain, une saine révolution fera germer… une contre-révolution !

Aucune rigidité idéologique chez lui. C'est un homme d'action et non de réflexion. Sur le terrain, il est un stratège opportuniste et empirique. À ses yeux, la fin justifie toujours les moyens. Et les limites de la légalité et de la non-violence qu'il s'impose ne l'empêcheront pas d'être imaginatif et irrévérencieux. Par contre, il se montre intraitable sur certaines valeurs fondamentales. Pour lui, toute action de transformation sociale est subordonnée aux idéaux démocratiques et au respect de la dignité des hommes et des femmes, de leurs droits et de leur capacité à s'autodéterminer : « Apporter de l'aide aux gens sans leur donner en même temps l'occasion de jouer un rôle actif, sans les laisser apporter leur quote-part, ne contribue en rien au développement de l'individu. Au sens profond du terme, cela revient non pas à donner mais en réalité à prendre, prendre leur dignité. Refuser aux gens l'occasion de participer, c'est leur refuser la dignité de l'homme, c'est dire non à la démocratie. Cela ne peut marcher[5]. » Ces hommes et ces femmes, il les surnomme parfois les « have-not », les déshérités, ceux qui n'ont rien.

Ceux qui n'ont rien

Alinsky distingue trois classes sociales : les possédants (les riches), les déshérités (les pauvres) et ceux qui possèdent un peu et qui en veulent toujours plus (la classe moyenne). Selon lui, les pauvres sont a priori des masses de cendres froides, fatalistes et résignées. Nous les approchons pour les aider, mais nous les découvrons indifférents, irresponsables et conditionnés par les autres. Ils peuvent se plaindre longuement d'un problème, mais n'ont pas l'intention de faire quoi que ce soit pour le résoudre. Ils n'ont aucun intérêt pour la politique et l'engagement social. Cette description ressemble assez fidèlement aux critiques actuelles à l'égard des classes populaires.

Cette apathie cache en réalité un sentiment d'impuissance. Lorsque les gens se sentent impuissants à régler un problème, ou qu'ils n'en ont réellement pas les moyens, ils se désintéressent de toute recherche de solution. Ce retrait volontaire est moins pénible à supporter que le sentiment d'impuissance. Et plus la situation dure, plus le désintérêt est grand. Interrogés une première fois, les gens nieront souvent l'existence de tout problème. Lorsqu'ils en reconnaissent un, ils s'empressent de justifier leur inaction. Ils sont sur la défensive et soupçonnent les autres de les mépriser. Ils imaginent leurs réflexions (« Comment pouvez-vous endurer cela sans agir ? » « Pourquoi n'avez-vous pas réagi avant ? ») et se sentent jugés (ils ne sont pas suffisamment intelligents et lucides pour comprendre et régler la situation). Pour les classes populaires, la première étape de l'organisation — la reconnaissance d'un problème — s'accompagne souvent d'un sentiment de culpabilité pour n'avoir « rien fait » auparavant[6].

> Il était de croyance commune, que le contrôle de l'économie ne devait pas être laissé entre les mains d'un seul secteur ou d'une seule classe de la société.

5 Saul ALINSKY. *Manuel de l'animateur social*, Éditions du Seuil, Paris, 1976, p. 176.

6 *Ibid.*, p. 164.

Malgré ce constat sévère, Alinsky exige de ses collaborateurs comme de lui-même un respect exemplaire à l'égard des déshérités, de leur culture et de leurs capacités à régler eux-mêmes leurs problèmes. La foi en leur capacité à s'autodéterminer est l'un des principes fondamentaux de l'approche d'Alinsky. Pour lui, fatalisme, justification, désintérêt et sentiment d'impuissance ne sont que les effets de l'aliénation par un système d'oppression. Malgré le désespoir apparent, en chaque déshérité couve le désir de s'en sortir. Le travail des organisateurs et des organisatrices consiste, en plus d'éduquer, à réveiller ce désir, à l'alimenter, à mobiliser les gens et à organiser la lutte collective contre l'oppression.

Alinsky insiste sur la nécessité, pour l'organisation, d'être d'abord un lieu d'éducation[7]. Un lieu d'apprentissage de l'esprit critique, de la résolution de problèmes collectifs, de la négociation, du pouvoir, de la démocratie, de la défense des droits de tout homme et de toute femme. Un lieu où les personnes apprennent à créer, pour elles-mêmes, une organisation et à la diriger.

Les organisateurs et les organisatrices doivent vivre avec les déshérités, discuter avec eux, connaître leurs vraies préoccupations et ensuite les *organiser* autour de ces problèmes. Alinsky parle de « s'imprégner » de la communauté pour la comprendre et bien saisir la situation à transformer. S'il faut aller à la messe le dimanche ou cesser de manger du jambon, très bien. De cette façon se méritent le respect et la confiance des classes populaires ; après, il sera possible de les engager collectivement dans l'action. Enfin, Alinsky exige que chaque victoire, même la plus petite, soit l'occasion d'une fête populaire de manière à récompenser les efforts collectifs et à renforcer la cohésion du groupe, de même que son désir de gagner encore et encore.

Shel Trapp a déjà raconté qu'au moment où il était organisateur dans un ghetto afro-américain aux prises avec un grave problème d'écoles surpeuplées, il s'est retrouvé avec le mandat — confié par des membres de la communauté — d'obtenir des supermarchés du quartier une meilleure surveillance des chariots d'épicerie. Les jeunes utilisaient ces chariots soi-disant pour organiser des courses dans les rues ; ils endommageaient des automobiles, abandonnaient partout leurs chariots et provoquaient parfois des accidents. Décidé à se battre plus tard pour régler le problème des écoles, Trapp joua le jeu, et son organisation gagna. Lors de la fête communautaire soulignant la victoire, les mêmes personnes qui l'avaient engagé se sont levées et lui ont lancé : « Maintenant faudrait s'occuper de nos écoles[8]… »

Des principes générateurs d'action : les intérêts, le pouvoir et le conflit

Alinsky étant avant tout un homme d'action, il n'est pas étonnant que les principes d'action occupent une large part de ses rares écrits. Trois grands principes « générateurs d'action » traversent l'ensemble de son approche. Toutes les stratégies et les tactiques[9] qu'il a adoptées pendant sa carrière leur sont subordonnées.

> Toute action de transformation sociale est subordonnée aux idéaux démocratiques et au respect de la dignité des hommes et des femmes, de leurs droits et de leur capacité à s'autodéterminer.

7 Le mot « organisation » a ici le sens que lui donne Alinsky : un groupe organisé de personnes ayant un projet commun de transformation sociale.

8 Témoignage recueilli sur le site Internet suivant : www.mott.org/publications/websites/mosaicv1n2/retrospective.asp

9 Pour Alinsky, une tactique est simplement un moyen d'atteindre un résultat et permet de « faire ce qu'on peut avec ce qu'on a ». La stratégie, elle, se définit plutôt comme un plan d'ensemble des objectifs généraux et des principales manœuvres à utiliser pour les atteindre. On peut affirmer sans risque de se tromper qu'Alinsky privilégiait les tactiques au point de négliger d'établir de véritables stratégies.

Le premier concerne les intérêts des groupes. Comment mobiliser des hommes et des femmes autour d'un problème qui ne les touche pas? La nécessité de s'imprégner de la communauté prend ici tout son sens. Il est vain de rêver de transformation sociale en s'appuyant sur des vertus universelles telles que la solidarité et l'amour. La réalité est tout autre. Les gens sont motivés par des intérêts plus terre à terre comme travailler, se loger, se nourrir, se vêtir convenablement, acquérir plus de pouvoir ou de prestige social ou, simplement, jouir des plaisirs de la vie. L'organisateur, l'organisatrice doit manœuvrer de sorte que ces intérêts personnels coïncident avec un intérêt collectif. Une fois cette jonction réussie, la mobilisation des déshérités devient possible.

Le pouvoir est le deuxième principe générateur d'action. Pour Alinsky, il est insensé de promettre de l'aide à des gens qui ont des problèmes et de ne pas en avoir le pouvoir. Ce mot qui, reconnaît-il, fait peur et est entouré d'images de violence et d'abus doit être compris dans son sens premier : la capacité mentale, physique et morale d'agir. Sans pouvoir, nous sommes de la gélatine. Alinsky privilégie le pouvoir avant le programme : les premières actions d'une organisation radicale ont toujours pour but de prendre le plus de pouvoir possible dans une communauté. Le pouvoir d'un groupe donne à ses membres une marge de manœuvre pour agir et une force de négociation. Un regroupement de locataires qui refusent de payer leur loyer, par exemple, a un pouvoir économique qui aidera à négocier avec le propriétaire. Un plan de travail ou un programme d'action n'est rien si on ne peut le mettre en action. Et plus le pouvoir du groupe augmente, plus les militants abondent ; plus les militants abondent, plus le pouvoir du groupe augmente. Les déshérités, longtemps dépossédés du pouvoir d'agir, reprennent confiance et s'engagent dans l'action. Alinsky ne manque pas de souligner que le premier et peut-être le seul véritable pouvoir des déshérités, c'est leur nombre.

Partir des intérêts d'un groupe et acquérir du pouvoir ne suffisent pas. Le véritable moteur de l'action, tant pour mobiliser les déshérités que pour transformer la société, c'est le conflit. Le conflit, c'est l'action. L'action, c'est l'heure de vérité pour les réflexions critiques et les prises de conscience faites avec les déshérités. L'heure de sortir de l'anonymat des salles de discussion pour trouver des solutions, pour tendre vers une transformation sociale jugée essentielle et urgente, pour négocier avec des figures d'autorité qui possèdent le pouvoir de dire *oui* ou *non*, qui répondent rarement *oui*, parfois clairement *non*, mais qui, le plus souvent, s'évadent dans un dédale de faux-fuyants. Le conflit prend toute sa force avec le refus de ce *non* et de ces faux-fuyants. Conflits et contestations sont les signes d'une société libre et ouverte.

Le conflit révèle publiquement les problèmes à résoudre et les principaux protagonistes, clarifie les positions de chacun, chacune, secoue la communauté, échauffe les passions, galvanise les militants et les militantes, crée une tension nécessaire au maintien de l'intérêt de tous et dynamise la recherche d'une solution. Mais le conflit, comme le pouvoir, fait peur. Il évoque lui aussi des images de violence. L'influence toujours présente des idéaux chrétiens d'amour et de paix, la culture « d'hygiène morale » de la classe moyenne, l'influence grandissante des agences de relations publiques — qui manient l'art d'éviter tout affrontement direct — font du conflit et de la contestation quelque chose de malsain[10]. Encore une fois, Alinsky en appelle au réalisme. Les organisations doivent négocier des transformations sociales avec des acteurs et des actrices qui n'ont souvent aucun intérêt à le faire ou doivent composer avec une foule d'autres influences. Il faut les forcer à considérer « notre » problème comme le plus urgent et les engager à le résoudre immédiatement. Le conflit devient donc le problème à régler, et la paix ne s'obtiendra que par la transformation sociale souhaitée. Peu de gens aiment être au centre d'un conflit, surtout pas ceux qui se sentent à l'abri du tumulte. Alinsky et ses collaborateurs le savaient très bien et ont fait du conflit un art.

Fatalisme, justification, désintérêt et sentiment d'impuissance ne sont que les effets de l'aliénation par un système d'oppression.

10 Saul ALINSKY. *Op. cit.*, p. 120.

L'art du conflit

Alinsky suggère 13 tactiques ou « règles », qui forment un ensemble cohérent, pour prendre du pouvoir à travers le conflit [11]. Selon les principes de l'action directe non violente, toute tactique vise à surmonter cette difficulté assez simple : comment ceux et celles qui n'ont aucun pouvoir vont-ils manœuvrer pour le prendre aux riches, aux puissants, à *l'establishment* ?

On l'a dit, le principal pouvoir des pauvres est leur nombre. Toutefois, au départ, il faut souvent compenser la faiblesse numérique par d'autres « pouvoirs », dont celui de faire le plus de bruit possible, de parler le plus fort possible, pour donner l'impression qu'il y a un grand nombre de personnes. C'est la première règle : le pouvoir n'est pas seulement celui que nous possédons réellement, mais aussi celui que notre adversaire s'imagine que nous avons.

Certaines tactiques concernent l'expérience des gens auxquels on s'adresse. Si l'on doit s'inspirer du vécu des déshérités pour parvenir à les mobiliser, on peut faire l'inverse avec l'adversaire. Sortir de son champ d'expérience est un moyen de le frapper de confusion, de crainte et du désir d'abandonner. Par exemple, pour négocier des améliorations locatives avec un grand propriétaire, un groupe de locataires déposa sur son perron les rats trouvés dans ses taudis. Expérience des uns, stupeur et émoi chez l'autre. Il peut aussi être pertinent de rester dans le champ d'expérience de l'adversaire, cette fois pour le mettre « au pied du mur de son propre évangile [12] » et montrer à quel point il ne le respecte pas. Par exemple, le président fondateur de Goodyear, Paul W. Litchfield, fut confronté à ses propres discours sur l'essentiel partage des bénéfices avec les « partenaires » ouvriers. Dans les faits, en dépit des belles paroles, les ouvriers ne recevaient aucune part de la croissance des bénéfices de la compagnie. Les meneurs du CIO tirèrent profit de cette contradiction pour inciter les travailleurs de l'industrie pneumatique des États-Unis à se radicaliser significativement

D'autres tactiques ont pour but de provoquer des réactions émotives chez l'adversaire, le forçant ainsi à commettre des erreurs. Par exemple, utiliser l'humour pour ridiculiser quelqu'un ou encore laisser planer des menaces d'actions imminentes, la menace étant souvent plus efficace que l'action elle-même [13]. La Ville de Chicago semblait sur le point d'oublier ses engagements avec l'organisation du ghetto de Woodlawn [14].

> Il est vain de rêver de transformation sociale en s'appuyant sur des vertus universelles telles que la solidarité et l'amour. Les gens sont motivés par des intérêts plus terre à terre comme travailler, se loger, se nourrir, se vêtir convenablement, acquérir plus de pouvoir ou de prestige social ou, simplement, jouir des plaisirs de la vie.

Alinsky et son équipe décidèrent d'organiser une sorte de « shit-in » dans les toilettes de l'aéroport de la ville, le plus achalandé du pays à cette époque.

Le truc était simple : des membres de la communauté iraient s'asseoir sur les sièges de toilettes toute la journée, d'autres feraient continuellement la file devant les urinoirs. Idéalement, cette obstruction forcerait des parents excédés à permettre à leurs enfants de se soulager ici et là dans l'aéroport… Ayant eu vent de cette action imminente, la Ville s'est empressée de confirmer qu'elle respecterait ses engagements et qu'elle n'avait d'ailleurs jamais eu l'intention de faire autrement [15]. Cette tactique n'est cependant pas totalement de la frime. Si la menace ne fonctionne pas, il faut passer à l'action.

Une autre tactique consiste à maintenir une pression constante sur l'adversaire par diverses actions. Cette pression provoque des réactions qui entraînent d'autres actions et ainsi de suite. Ce fut le cas contre Eastman Kodak. Dès son arrivée à Rochester, Alinsky fut assailli de questions par les journalistes. Il en profita pour amplifier sa réputation de « fauteur de troubles » et dénoncer publiquement, sur un ton sarcastique, l'attitude raciste de la compagnie et de la municipalité à l'égard des Noirs. Il exerça cette pression par diverses tactiques usuelles jusqu'à ce qu'il découvre, par hasard, la possibilité d'obtenir des actionnaires de Kodak des procurations en vue de prendre éventuellement d'assaut le conseil d'administration et de conquérir une part de pouvoir dans la compagnie. Il ignorait où le mèneraient les milliers de procurations reçues par son

11 *Ibid.*, p. 179 et passim.

12 Expression utilisée par Alinsky. (Ibid, p. 180.)

13 Voir en particulier les exemples puisés dans la lutte menée contre le géant Eastman Kodak et la municipalité de Rochester (New York). (*Ibid.*, p. 187, p. 217 et *passim.*)

14 Alinsky ne mentionne pas l'année. (*Ibid.*, p. 192-194.)

15 *Ibid.*, p. 196-197, pour un autre bel exemple de ce type de tactique mais, cette fois, contre un commerce ayant des politiques d'embauche racistes.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

organisation, mais Kodak, elle, y voyait une menace grave. Alinsky prendra plaisir à multiplier les fausses rumeurs, visitant Wall Street et laissant la presse échafauder des théories de plus en plus inquiétantes sur ses intentions.

Un bon plan de campagne doit donc composer avec l'imprévu. La tension constante ne fait pas qu'épuiser l'adversaire, elle maintient aussi l'intérêt des militants et des militantes, qui peuvent vite perdre leur enthousiasme dans l'application routinière d'une tactique. Alinsky préférait abandonner une action qui ne provoquait aucun plaisir parmi les militants et les militantes, signe que son choix n'avait pas été inspiré[16].

L'art du conflit implique aussi de « faire avec ce qu'on a », et non d'imaginer ce qu'on aurait pu faire avec autre chose. Cette idée, si chère à Alinsky, revient maintes fois dans *Le manuel de l'animateur social* : il refusait de se décourager devant la faiblesse apparente d'une organisation. Pour lui, il était toujours possible de tourner un handicap en arme redoutable. L'exemple de la lutte de Gandhi contre l'Empire britannique l'illustre bien. Gandhi devait s'accommoder d'un peuple fataliste, résigné et désarmé, et se battre contre une puissance économique, politique et militaire. La résignation et la faiblesse ont produit la résistance *passive*, arme parfaitement appropriée à la culture indienne, à un moment précis de son histoire. Les coups reçus, même les plus durs, peuvent être tournés à l'avantage de la « victime » si elle fait en sorte que l'adversaire passe pour un être injuste et immoral. Contre Eastman Kodak et la municipalité de Rochester, Alinsky a puisé dans le racisme blanc et les stéréotypes raciaux tous les avantages possibles, avec comme conséquence une série de victoires importantes pour la communauté afro-américaine.

> **Le pouvoir d'un groupe donne à ses membres une marge de manœuvre pour agir et une force de négociation. Sans pouvoir, nous sommes de la gélatine.**

Une tactique réellement centrale, voire primordiale, dans l'art du conflit est d'avoir un adversaire réel, c'est-à-dire singularisé, ciblé et « figé »[17]. L'adversaire ne doit pas être un ministère, une ville ou une grande entreprise. Ce genre de cibles se révèlent insaisissables, évasives et, à la limite, irresponsables, car elles excellent dans l'art de répartir les responsabilités : le conflit s'épuise alors dans un dédale administratif. Prenons l'exemple d'un fonctionnaire qui renvoie la responsabilité d'une décision à l'un et à l'autre de ses collègues, ou se retranche derrière des règles et des politiques. La solution : choisir l'une de ces personnes. Toute la pression demeurera sur elle, toutes les tactiques seront dirigées contre elle. Chaque action aura pour but de l'obliger à prendre ses responsabilités. L'adversaire ainsi soumis à la pression ne manquera pas d'en mettre en retour sur ses collègues pour qu'ils l'aident à régler le conflit.

Enfin, l'organisation doit avoir une solution en poche avant même de créer un conflit. L'adversaire peut céder sans crier gare et lui donner la responsabilité de régler le problème. Alinsky et ses collaborateurs s'y préparaient toujours et ils réservaient à leur adversaire une part de mérite. Ce souci n'était pas gratuit : un adversaire ne doit jamais « perdre totalement la face » ; il faut lui réserver une honorable défaite. Cette attitude contrebalance l'acharnement d'Alinsky à figer sa cible.

La fin justifie les moyens

L'action directe non violente et les conflits qu'elle suppose amènent à poser la question d'une éthique de la fin et des moyens : est-ce que nos moyens sont moralement acceptables ? Que les actions des déshérités pour faire valoir leurs droits soient qualifiées d'immorales n'étonnait pas Alinsky : l'éthique n'est-elle pas définie par les gardiens du *statu quo*, à la fois juges et parties ? Pour lui, le problème de l'éthique de la fin et des moyens ne se posait pas dès qu'il y avait une lutte en vue d'améliorer le sort des gens. « Pour moi, la morale consiste à faire ce qui est le mieux pour le maximum de gens[18]. »

La fin est ce à quoi on aspire et les moyens, la méthode pour y parvenir. Une équipe engagée dans la transformation sociale doit se demander uniquement si le but visé n'est pas trop ambitieux et si les moyens dont elle dispose lui permettront de l'atteindre. Si le but fixé est moral, les moyens le sont. Il n'existe pas d'immaculée conception de la fin et des moyens. Bien sûr, il est normal de douter de la moralité d'une action, mais la peur de se corrompre, d'aller trop loin, qui paralyse l'action,

16 *Ibid.*, p. 181.

17 *Ibid.*, p. 183.

démontre que, loin de se soucier du salut des masses, on ne se soucie souvent que de son propre salut. Et s'il n'y a qu'un moyen à notre disposition, le doute doit être écarté : « L'analyse et la sélection des moyens disponibles se font sur une base purement utilitaire : est-ce que cela marchera ? Il se peut que les questions morales soient prises en considération lorsqu'on choisit entre des moyens dont l'efficacité est équivalente. Mais si l'on n'a pas le luxe du choix, si l'on n'a à sa disposition qu'un seul moyen, la question de l'éthique ne se pose absolument pas. L'unique moyen dont on dispose se voit automatiquement doter d'un halo moral. Sa justification tient dans le cri : *Que pourrais-je faire d'autre*[19]*?* »

Un nouveau contexte égale de nouveaux défis

Aujourd'hui, on constate l'essoufflement du radicalisme, devenu l'apanage de quelques organisations, particulièrement aux États-Unis et, ici, dans les groupes de désobéissance civile. Il est devenu, semble-t-il, plus difficile à appliquer. Cela s'explique peut-être par des changements de société. La première génération de radicaux s'est retirée de l'action ou a disparu sans laisser une relève suffisamment importante pour faire face aux nouveaux défis. Qui plus est, la formation — et la culture — des nouveaux intervenants et intervenantes en travail social les prépare non plus à entrer en conflit avec l'État, mais à s'y intégrer. Le pouvoir et les conflits sont plus que jamais entourés de tabous. En outre, on parle non plus de communautés minées par des problèmes structurels, mais d'individus complexes ayant des intérêts, des besoins, des aspirations et des problèmes multiples dont il faut tenir compte. Comme si le conflit était maintenant en chaque individu et non plus dans la communauté. Pourtant, l'appauvrissement des populations et le désengagement de l'État en ce qui concerne la santé, le logement social, les services sociaux et l'éducation, entre autres, posent des défis de taille à l'ensemble de la société. Ces défis frappent de plein fouet les organismes communautaires qui accueillent, eux aussi, des « déshérités », qui sont aux prises avec des problèmes urgents et doivent trouver des solutions peut-être du côté de l'action directe non violente.

Depuis quelques années, les organismes communautaires autonomes remettent profondément en question leur rôle et leur place dans la société québécoise. De nouvelles politiques gouvernementales, notamment en action communautaire autonome, en éducation, en santé et services sociaux, puis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral au printemps 2003 sont venus ébranler une confiance déjà fragile. Quel avenir voit-on pour le réseau communautaire ? Va-t-il disparaître ou intégrer le réseau public ? Certaines initiatives montrent cependant qu'une volonté de lutter contre la fatalité survit, le meilleur exemple étant le Collectif pour un Québec sans pauvreté. Mais même au Collectif, on perçoit la déception des meneurs qui, après des années de lutte, constatent que de jouer le jeu poli des représentations politiques, de la sensibilisation et de l'éducation populaire n'a pas mené à des gains importants. La question qu'ils se posent maintenant est la suivante : « Doit-on passer à un jeu plus rude ? »

L'alphabétisation populaire redevenue radicale

Les groupes d'alphabétisation populaire n'échappent pas à cette réalité. En plus, ils doivent faire face à des défis comme la reconnaissance politique, le financement, l'harmonisation de leur réseau avec le réseau public d'éducation des adultes, le recrutement de participants et de participantes, la défense des droits. Des défis de taille, mais qui peuvent être relevés par étapes.

> Conflits et contestations sont les signes d'une société libre et ouverte.

18 *Ibid.*, p. 94.

19 *Ibid.*

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

D'abord, il faut accepter de « faire avec ce que nous avons ». Une poignée de participants et de participantes, c'est un bon départ si on leur donne réellement du pouvoir dans nos groupes. Ensuite, il faut descendre dans la rue, rencontrer les autres déshérités du code écrit, les écouter, vivre avec eux, de manière à mieux comprendre leurs intérêts et leurs motivations.

La seconde étape est la prise de pouvoir, de tout le pouvoir possible, dans nos communautés respectives. Travail qui aura pour conséquence d'augmenter notre pouvoir en tant que regroupement, mais aussi de faire reconnaître l'importance de la cause que nous défendons. Avec le pouvoir viendra la capacité de mobiliser les personnes peu alphabétisées pour des actions de transformation sociale, d'aller au conflit, d'appliquer des tactiques non violentes et légales, mais directes et radicales.

Imaginons Paulo Freire et Saul Alinsky tenir ensemble une discussion *virile* sur le « comment » de la révolution. L'un et l'autre partagent une même vision éducative de cette révolution. Tous deux ont la même vision politique de l'éducation populaire. Pour eux, cette dernière est une révolution, et une vraie révolution est un acte d'éducation populaire. Dans l'organisation des masses, toutes les actions doivent être pédagogiques. Elles doivent aider les gens à s'auto-organiser, à résoudre leurs problèmes, à faire respecter collectivement leurs droits tout en gardant leur dignité d'hommes et de femmes. Les formateurs et les formatrices sont des éveilleurs de conscience, des agitateurs qui remuent le désir d'agir des personnes, qui bâtissent avec elles l'*organisation* qui leur en donnera le pouvoir.

Les organismes communautaires et les groupes d'alphabétisation populaire sont déjà des lieux d'éducation. Être à la fois populaire et révolutionnaire est à leur portée. C'est une question de survie, mais aussi de fidélité à leur mission première. Le défi ne devrait pas être trop grand.

Une équipe engagée dans la transformation sociale doit se demander uniquement si le but visé n'est pas trop ambitieux et si les moyens dont elle dispose lui permettront de l'atteindre. Si le but fixé est moral, les moyens le sont.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Sommes-nous des cheerleaders

Simone Arsenault-May,
militante dans le mouvement altermondialiste

Les écoles manquent d'argent,
Leurs budgets sont pleins de trous !
Si vous n'êtes pas riches,
Tant pis pour vous !

Avec les frais d'études,
Les jeunes s'appauvrissent !
Avec les prêts étudiants,
Les banques s'enrichissent !

Les étudiants du Québec
Ont besoin d'être respectés !
Hé ! Jean Charest !
C'est notre droit d'être éduqués !

Vous êtes au milieu d'une immense foule qui milite pour l'accessibilité à l'éducation universitaire. Vous scandez des slogans venant d'un haut-parleur: « So-so-so ! Solidarité ! » Ces mots vous ont inspirés au début de la manifestation, mais maintenant, c'est devenu un peu répétitif. Tout à coup, vous entendez: « À gauche ! À gauche ! Pas à droite ! À gauche » Vous constatez que le bruit vient d'un groupe de personnes habillées d'un t-shirt noir et d'une jupe rouge, tenant dans leurs mains des pompons faits avec des sacs à ordures. D'autres *cheers*[1] (slogans, cris de ralliement, chants…) sont scandés et vous sentez que l'ambiance est meilleure, plus dynamique, que la manifestation est revitalisée. Vous vous demandez qui sont ces gens pleins d'énergie… C'est la première fois que vous êtes en présence de *cheerleaders* radicaux.

Les *cheerleaders* radicaux se sont approprié le rôle traditionnel des cheerleaders (meneuses de claques ou meneuses de jeu) du monde sportif et l'ont transformé à des fins militantes. Façon de plus en plus connue de participer aux manifestations comme celles de l'altermondialisation et de la paix, le *cheerleading* radical consiste tout simplement à clamer des *cheers* en petits groupes (de 3 à 10 personnes généralement), souvent accompagnés de chorégraphies pour mieux communiquer le message. En fait, il s'agit d'un mélange de théâtre, de gymnastique et de critique politique radicale.

Le *cheerleading* radical a été inventé en 1999 par deux sœurs militantes de la Floride démotivées par les tactiques habituellement utilisées lors des rassemblements. Usant d'imagination, elles réussirent à attirer l'attention des médias lors des manifestations massives contre l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en décembre 1999. Depuis ce temps, des groupes de *cheerleaders* radicaux se sont organisés un peu partout dans le monde, mais

1 Les *cheers* peuvent porter sur n'importe quel sujet : la violence faite aux femmes, l'homophobie, le néolibéralisme, les problèmes environnementaux, la guerre, le racisme, la pauvreté, la brutalité policière… Peu importe le sujet, ils demeurent explicitement anarchistes et (ou) anticapitalistes.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

radicaux en puissance?

particulièrement aux États-Unis et au Canada, deux pays où le football et les *cheerleaders* traditionnelles sont populaires. Ces groupes communiquent entre eux par Internet, se retrouvent dans des manifestations locales et organisent parfois des rencontres comme la conférence sur le *cheerleading* radical qui a eu lieu à Ottawa en 2001.

Le *cheerleading* radical peut être tout aussi efficace pour mobiliser les gens (lors de manifestations et de rassemblements) que pour présenter les questions à débattre lors de groupes de discussion ou manifester au coin de la rue! Les *cheerleaders* deviennent alors des éducateurs politiques, des meneurs de foule, des danseurs-comédiens et même des dérivatifs… pour détourner l'attention de la police! Mais leur rôle fondamental est d'ajouter de l'énergie positive et créatrice à tout genre d'événement en proposant une façon dynamique de participer aux actions politiques.

Le *cheerleading* radical attire les gens peu timides, car cette tactique reçoit beaucoup d'attention, non seulement des autres militants et militantes, mais aussi des médias. Par ailleurs, elle permet d'intégrer un plus grand nombre de personnes dans les mouvements sociaux. En effet, si la variété des tactiques augmente, plusieurs finiront par trouver leur manière de manifester émotions et idées critiques.

Pour terminer, soulignons que le *cheerleading* radical est non seulement efficace, mais aussi amusant! Trop souvent, quand les militants et les militantes s'interrogent sur les tactiques à adopter, l'aspect réjouissances est oublié. On trouve toujours quelque chose de plus pressant à considérer, alors que rien n'est plus important que le plaisir! Si l'engagement politique ne fait pas sourire de temps en temps, les gens risquent de perdre leur motivation et de décrocher. Ne devons-nous pas mettre toutes les chances de notre côté pour transformer la société?

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Rêvons un peu...

Gilles Landry,
formateur à Lettres en main

La désobéissance civile, à la base, c'est le refus de se soumettre à une loi que l'on considère injuste. Le terme fut créé par l'écrivain américain Henry David Thoreau qui refusa de payer une taxe pour financer la guerre avec le Mexique et qui expliqua ses raisons dans un essai, *La désobéissance civile*[1], publié en 1849.

Avec le temps, et l'importance grandissante des médias, le concept de désobéissance civile s'est étendu à toute infraction commise dans le but d'attirer l'attention publique sur des revendications précises. En effet, comme il y a un enjeu (arrestation et poursuites légales), les médias sont attirés par ce type d'action comme des globules blancs par des bactéries.

Même si la désobéissance civile peut être individuelle, elle est beaucoup plus efficace quand elle est collective. Si les actions sont bien choisies et non violentes, l'État ne pourra jamais poursuivre et condamner un groupe de citoyens et de citoyennes sans soulever l'indignation de centaines ou de milliers d'individus ou d'organismes.

Il existe un grand nombre d'exemples de désobéissance civile. On n'a qu'à penser aux grandes manifestations illégales et non violentes de Martin Luther King. Plus près de nous, on peut citer les actions de Greenpeace : faire des *sit-in* sur des voies ferrées, envoyer des bateaux sur des sites d'essais atomiques dans le Pacifique Sud, enchaîner des manifestants et des manifestantes aux portes de centrales nucléaires...

À la fin des années 60, le mouvement *yippie*[2] (avec Abbie Hofman et Jerry Rubin comme chefs de file) s'est particulièrement démarqué par la théâtralité et la médiatisation de ses actions : jeter des cocktails molotov dans les tiroirs de dépôt de nuit des banques afin de protester contre le capitalisme ; lancer des billets d'un dollar sur le

1 On peut trouver le texte intégral de cet essai sur le site Internet suivant : http://bibliolib.net/Thoreau-Desobeissance.htm

2 Créé en 1968, le mouvement *yippie* était un groupe de contestation, sans effectif précis, en marge des groupes plus officiels et misant sur le plaisir et la jeunesse. Le mot « yippie » vient de YIP (Youth International Party).

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

parquet de la bourse de New York, ayant pour effet de provoquer une bousculade monstre et de paralyser les activités en cours; présenter un cochon (*Pigasus the Pig*) à la présidence des États-Unis; menacer publiquement de déverser du LSD dans les réservoirs d'eau potable de Chicago (époque oblige).

C'est d'ailleurs en s'inspirant du côté débridé et imaginatif du mouvement yippie qu'à la fin des années 80 le CAP (le Comité d'action politique du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec) proposait une stratégie de revendication axée sur la désobéissance civile. L'idée était de délaisser les actions classiques (envois de lettres, de télécopies, manifestations devant des bureaux vides...) peu efficaces afin de privilégier des actions amusantes, alléchantes pour les médias et mobilisantes pour les participants et les participantes ainsi que les groupes.

Le plan était de créer des cellules régionales auxquelles on suggérait un certain nombre d'actions: dérouler des bannières géantes du haut des ponts avec des slogans accrocheurs; envahir les pelouses des riches politiciens ou des fonctionnaires hostiles de hordes de flamants roses (tout le monde connaît) ou de pingouins de jardin (on connaît un peu moins) en colère (il aurait suffi d'un peu de peinture); perturber la circulation aux heures d'affluence au moyen de centaines de ballons à l'effigie desdits flamants ou pingouins; louer un gorille gonflable géant pour ajouter du muscle à nos sorties publiques...

Parallèlement à ces pratiques, le CAP avait suggéré deux actions d'éclat pour dénoncer le manque de financement chronique des groupes: déposer les déductions à la source des travailleurs et des travailleuses des groupes dans un compte en fidéicommis plutôt que de les payer (on avait constaté que le montant des déductions correspondait à la somme revendiquée par le Regroupement), et annoncer en conférence de presse que plusieurs groupes utilisaient les prestations de l'assurance-emploi comme subventions d'appoint, compensant ainsi le manque de financement de l'État.

Malheureusement, aucune de ces actions ne s'est concrétisée, et le CAP est tombé dans l'oubli faute d'appuis (ce qui occasionna d'ailleurs des débats enflammés). Il faut comprendre que les conséquences de la désobéissance civile font peur à beaucoup de monde.

Pourtant, encadré par une bonne stratégie et appuyé par un bon avocat, c'est encore (j'en suis persuadé) le meilleur levier qui puisse être utilisé par un mouvement comme celui de l'alphabétisation populaire dans ses revendications face à l'État.

En attendant, on peut rêver un peu et imaginer une conférence de presse conjointe du RGPAQ et d'un faux représentant du ministère de l'Éducation, au cours de laquelle on annoncerait que les subventions accordées à l'alphabétisation populaire seraient désormais doublées. Encore mieux, pensons à la tête du ministre qui serait obligé de démentir publiquement cette information et d'expliquer pourquoi il n'y aurait pas d'augmentation.

Même si la désobéissance civile peut être individuelle, elle est beaucoup plus efficace quand elle est collective.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Journal d'une désobéissance civile

« Les seules luttes qu'on perd sont celles qu'on abandonne. »

Les Mères de la Place de Mai, Argentine

L'auteure milite dans différents groupes radicaux féministes, anticapitalistes et de solidarité internationale depuis 10 ans.

Novembre 2000

C'est confirmé, le gratin des capitalistes continue son World Tour. Prochaine ville chanceuse à respirer le cocktail corrosif des bombes lacrymogènes, épicé de poivre de cayenne: Québec, où se négociera la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). On commence à connaître la chanson: une rencontre entre les grands de ce monde, qui décideront du meilleur moyen de réaliser des profits, tandis que la population sera tenue une fois de plus à l'écart des discussions. La grogne se fait sentir, les gens s'apprêtent à faire entendre leur voix malgré le bâillon gouvernemental. J'entends parler d'une grande marche et d'un sommet parallèle organisé par les groupes communautaires, les groupes de femmes et les syndicats. En dehors du milieu institutionnel, d'autres formes de résistance se préparent de façon décentralisée et autogérée. Plusieurs débats font rage sur les tactiques à utiliser: faut-il imposer à tous et à toutes la même tactique non violente ou encourager la diversité de celles-là (non violentes ou pas)?

Dans le réseau militant, il n'y a pas de hiérarchie: la toile de la résistance se tisse à travers des multitudes de cellules et de collectifs, chacun agissant de façon autonome. Mon groupe choisit d'encourager la diversité des tactiques dans le but d'unir le mouvement dans sa pluralité et afin que les tactiques choisies par une cellule n'empêchent pas une autre d'agir. Ce choix entraîne une répartition géographique des zones de manifestations: vertes pour les actions symboliques à faible risque d'arrestation; jaunes pour celles à risque modéré; rouges pour les actions à plus haut risque.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Janvier 2001

Des militants et des militantes se rassemblent en petits groupes d'affinités pour poser ensemble des gestes pendant le Sommet. Chaque groupe est autonome dans son fonctionnement et ses décisions: il analyse la conjoncture, discute du type d'action à mener et des risques que ses membres sont prêts à courir. Je me joins à un groupe féministe. Dans notre collectif, la confiance est un point très important. Les décisions sont prises par consensus, et nous discutons ensemble de nos peurs ainsi que de nos limites.

Jusqu'où suis-je prête à aller ? La ZLEA met la vie de millions de personnes en danger: je suis allée au Chiapas, au Mexique, j'ai vu la misère des sans-terre, des déplacés, des ouvrières enchaînées. Je sais que mon confort d'Occidentale est tissé de la chair et du sang de ces gens réduits à de la cendre. Quel risque suis-je prête à prendre? On détruit la planète, on rase les forêts, des déchets industriels pourrissent les océans. Avec la ZLEA, les compagnies pourront poursuivre un pays si ses normes gouvernementales restreignent leur «droit» au profit. Quelle tactique suis-je prête à utiliser? Des paramilitaires entraînés et financés par des capitalistes ont massacré femmes et enfants au village d'Acteal, au Chiapas [1], les États-Unis ont concocté un coup d'État qui a mené à une dictature militaire de 30 ans au Chili, des multinationales, comme Coca-Cola, ont fait assassiner les syndicalistes qui travaillaient dans leurs usines [2]. Je ne suis que le maillon d'une chaîne, mais je ne suis pas impuissante. Je veux que mes gestes fassent une différence.

Mars 2001

À Québec, une clôture, qui rappelle le mur de Berlin, sépare la ville en deux: d'un côté les décideurs et, de l'autre, les citoyens et les citoyennes. Et un enclos de ciment, de clôture frost et de barbelés a été construit dans le centre décisionnel de la ville: les plaines d'Abraham, le carré d'Youville, l'Assemblée nationale… Dans quelques semaines, les résidents et les résidentes du quartier devront montrer leurs papiers d'identité et une preuve de résidence pour franchir l'enceinte. Nous avons baptisé cette frontière, le «mur de la Honte», symbole de notre mise à l'écart.

Le temps file… déjà les derniers préparatifs: je réserve des places dans les autobus jaunes, j'achète un masque à gaz, des gants pour renvoyer les bombes lacrymogènes; nous confectionnons des protections, des déguisements, des marionnettes et des pancartes.

Avril 2001

Les hélicoptères bourdonnent dans le ciel de Québec. Les magasins près du mur ont placardé leurs fenêtres d'écriteaux anti-mondialisation. Des résidents et des résidentes sont à leurs fenêtres et frappent sur des chaudrons pour nous encourager. L'air est lourd des odeurs fortes des bombes lacrymogènes lancées au hasard dans une foule bigarrée qui danse, chante, hurle et se cogne au mur de la Honte. Je me sens si vivante… portée par une marée de gens, je me laisse couler dans un carnaval comme cette ville n'en a jamais vu.

Ce ballet compliqué entre la police et les manifestants, les manifestantes durera 3 jours, au terme desquels 463 de mes camarades deviendront prisonniers et prisonnières politiques. Des milliers de personnes continueront néanmoins à scander: «Nous sommes plus qu'eux!»

Quel pouvoir a cette multitude devant le bunker néolibéral? Le pouvoir de se taire ou de dénoncer cette mascarade. J'ai choisi la vie, j'ai choisi de suivre ma conscience et de risquer l'arrestation pour réclamer une fin aux injustices. Ne me demandez pas une définition claire de la démocratie: c'est le mot que Bush a dans la gorge en psalmodiant son discours de la haine.

On détruit la planète, on rase les forêts, des déchets industriels pourrissent les océans. Avec la ZLEA, les compagnies pourront poursuivre un pays si ses normes gouvernementales restreignent leur «droit» au profit.

1 Le massacre s'est produit en décembre 1998.

2 Marlon Mendizabal Garcia, secrétaire général du syndicat de l'usine d'embouteillage Coca-Cola à Ciudad, au Guatemala, a été assassiné le 27 mai 1980. Le 1er juillet de la même année, les ouvriers grévistes de l'usine ont été attaqués par des hommes armés. Selon Amnistie internationale, plus de 90 syndicalistes ont été assassinés au Guatemala de 1980 à 1990.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Pour un réel pouvoir citoyen

Des communautés taillées sur mesure où les êtres expriment leurs désirs et prennent part aux décisions qui les affectent en particulier. Un monde où la différence d'opinions et d'attitudes constitue une richesse. Un monde de responsabilités et de plaisirs partagés. Un monde bien réel.

« Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres... »

Michel Bakounine

Yanick Descheneaux,
formateur, Ludolettre

S'il est une chose que l'on ne peut nier en ce début de XXIe siècle, c'est le nombre et la complexité des problèmes vécus un peu partout dans le monde : montée de l'intégrisme, écarts grandissants entre riches et pauvres, guerres civiles, précarisation des conditions de travail, effets dévastateurs de la pollution, etc. *A priori*, si ces problèmes peuvent paraître totalement indépendants les uns des autres, il n'en demeure pas moins qu'ils ont tous, ou presque, la même trame de fond : celle du capitalisme « sauce moderne », communément appelé néolibéralisme. Cette doctrine économique a su, depuis les 20 dernières années, s'imposer comme inéluctable auprès de tous les États industrialisés. Pire encore, les agences supra-étatiques comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, en échange d'un soutien financier, obligent les pays en voie de développement à s'inscrire dans ce nouvel ordre économique mondial, à défaut de quoi ils seront mis au banc des accusés par la communauté internationale.

Dans le même ordre d'idée, les nombreux accords commerciaux de libre circulation des biens, du capital et des humains, négociés dans le plus grand secret par des gestionnaires non élus, créent un déficit démocratique et éloignent plus que jamais les gens des lieux de pouvoir. Dans cette mouvance sont nés de nombreux mouvements populaires de contestation de différentes allégeances : altermondialisation, social-démocratie, féminisme, commerce équitable, etc. La plupart d'entre eux visent à prendre le pouvoir des instances précédemment mentionnées pour le redonner aux États-nations[1] et, par le fait même, aux citoyens et aux citoyennes par l'intermédiaire des élus. Or, à l'encontre de cette pensée, l'anarchisme fait pratiquement cavalier seul puisque la solution qu'il avance exclut toute implication de l'État-nation tel que nous le connaissons. Le présent article expose, de façon succincte, une des avenues anarchistes possibles qui redonneraient un pouvoir concret et réel à tous et à toutes.

1 L'État-nation est un système politique comprenant un gouvernement central (qu'il soit monarchique, démocratique ou autre) chargé de gérer la chose publique d'une nation (peuple). En ce sens, il diffère d'autres formes de systèmes tels que les cités ou l'empire.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Ni Dieu ni maître

Méconnu et méprisé tant par les tenants de la gauche que par ceux de la droite, l'anarchisme n'en demeure pas moins un courant idéologique riche et très diversifié. Pour cette raison, il est nécessaire d'en tracer un portrait exempt des préjugés qui y sont traditionnellement rattachés.

D'abord, il est tout à fait erroné de penser que l'anarchisme est un courant nihiliste où désordre, chaos et violence sont maîtres. Il s'agit là d'un préjugé fort tenace alimenté tant par les médias que par les outils de références linguistiques. Apparu pour la première fois au XIXe siècle chez Proudhon[2], le mot dénote une réalité sociale complexe. Sur le plan strictement étymologique, l'anarchisme se définit comme étant l'absence de pouvoir ou d'autorité. De façon plus pragmatique, nous pourrions le définir comme étant la tendance à remettre en question les structures coercitives de toutes sortes afin de maximiser l'espace de liberté des citoyens et des citoyennes. Cette remise en question est profondément rationnelle et présuppose que la liberté individuelle ne peut être obtenue qu'à la condition d'une liberté et d'une équité collectives et sociales. L'individu ne peut ainsi être subordonné à la société, pas plus que cette dernière ne peut être subordonnée à l'individu. C'est cette pensée qui inspira la Révolution russe de 1917 (avant qu'elle ne sombre dans un bolchevisme autoritaire) et celle d'Espagne de 1936. Elle est toujours bien vivante aujourd'hui et inspire nombre de luttes.

On peut alors se demander pour quelles raisons la presse d'ici en fait si peu mention. Peut-être parce qu'au Québec, contrairement aux États-Unis ou en Europe, les courants de gauche sont plus homogènes et gravitent autour d'un gouvernement fort établi sur le modèle de la social-démocratie. Ailleurs dans le monde, de nombreux courants anarchistes ont vu le jour au gré de l'évolution des sociétés et des réalités en découlant : anarcho-féminisme en réaction au patriarcat, anarcho-syndicalisme lié à l'industrialisation et aux droits des travailleurs et des travailleuses, critiques vives des systèmes d'éducation étatiques mis en place au XXe siècle et, plus récemment avec la prise de conscience des problèmes environnementaux croissants, l'écologie sociale.

> **Méconnu et méprisé tant par les tenants de la gauche que par ceux de la droite, l'anarchisme n'en demeure pas moins un courant idéologique riche et très diversifié.**

L'écologie sociale

Un des premiers anarchistes à s'être penché sur les problèmes environnementaux est l'Américain Murray Bookchin. Né en 1921 de parents immigrants russes, il développe, à partir des années 50, une pensée critique à l'égard des différents mouvements « verts » et propose une analyse et des solutions à la crise écologique alors émergente.

Bookchin est un des premiers intellectuels à présenter les problèmes environnementaux comme étant la résultante d'une crise sociale et économique beaucoup plus profonde. En effet, pour lui nature et société sont loin d'être en opposition. Bien au contraire, les deux réalités s'interpénètrent constamment. Or, l'idée que l'être humain doit dominer la nature pour survivre s'inscrit dans une logique de domination de l'humain par l'humain. Depuis de nombreuses générations, la domination de la nature, présentée comme moyen d'émancipation des individus et des peuples, a servi de justification à l'exploitation et à la domination d'un groupe d'opprimés par un groupe d'oppresseurs (primauté du social sur le naturel). Plus récemment, des groupes de pression adeptes de l'« écologie profonde » (deep ecology) ont adopté la logique inverse : l'être humain doit obéir aux lois de la nature, et toute intervention ou innovation technologique de sa part est perçue comme contraire à la volonté d'une mystique « Mère Nature » (primauté du naturel sur le social). À l'opposé de ces deux courants, l'écologie sociale propose une redéfinition de l'interaction nature-société qui passe principalement par une réorganisation des rapports sociaux et, par extension, du politique.

Il apparaît aujourd'hui inéluctable pour de nombreuses personnes que le capitalisme est totalement malsain et, à moyen ou à long terme, voué à l'échec. D'ailleurs, pourrait-il en être autrement d'un système s'appuyant sur une consommation sans borne, dont la survie est basée sur une quantité et une variété *inépuisables* de ressources tant humaines que naturelles ? À cet égard, Bookchin propose une solution radicale remettant

2 Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) : écrivain français fondateur du premier journal anarchiste, il est le premier à avoir donné au mot *anarchie* le sens qu'on lui connaît encore aujourd'hui. Il fut reconnu, notamment par Karl Marx, pour ses critiques du système capitaliste et de la propriété privée. Il croyait que la véritable révolution passe par l'économie et imagina des banques du peuple prêtant sans intérêt. Ses idées et ses écrits l'ont condamné à l'exil durant de nombreuses années.

en question à la fois le concept de domination et celui, omniprésent dans la gauche québécoise, de la nécessité d'un État fort : le municipalisme libertaire.

Redéfinir le politique

Afin d'en arriver à une société réellement écologique et égalitaire, tant au point de vue des relations entre humains qu'à celui des relations entre l'espèce humaine et les espèces « non humaines », une redéfinition de notre conception du politique s'impose. Il importe d'abord et avant tout de réexaminer attentivement l'évolution du domaine politique et de l'espace qui, au fil des ans, fut octroyé aux citoyens et aux citoyennes. Or, cette analyse ne peut être faite de façon exhaustive si l'aspect économique en est occulté.

Afin de résoudre la crise politique-économique-écologique actuelle, Bookchin propose que nous révolutionnions nos institutions politiques. Pour ce faire, il se base sur de nombreux exemples de sociétés qui ont connu une vie politique bien différente de la nôtre, la *Polis* athénienne, par exemple. Véritable berceau de la démocratie, cette cité grecque fut le théâtre d'une démocratie directe particulièrement libre et vivante. Tout citoyen pouvait s'exprimer librement et de façon quasi quotidienne sur la vie de la cité. Ainsi, son engagement dans le politique était excessivement important. Il en allait du bien-être de l'ensemble de la communauté. Dans le même ordre d'idée, il était pratiquement impossible d'aller à l'encontre de la volonté populaire puisque le pouvoir n'était pas détenu par une minorité d'individus. Le seul pouvoir que chacun avait était celui d'influencer ses concitoyens. D'ailleurs, même lorsqu'un citoyen était élu à la Boulê[3], il n'agissait qu'à titre d'exécutant et pouvait être démis de ses fonctions en tout temps s'il prenait des décisions contraires à la volonté du peuple. La démocratie participative correspond au sens premier du mot *politique* : la gestion des affaires publiques par l'ensemble de la communauté.

Avec le temps, cette définition s'est étiolée pour céder la place à une autre beaucoup plus réductrice qui a bien servi les élites économiques. La politique est devenu ce système très structuré de rapports de pouvoir, et dont la gestion du quotidien de la majorité relève d'un nombre très restreint d'individus. Cette dérive a eu lieu il y a quelques siècles lorsque sont apparus les États-nations et les monarchies absolues. La concentration du pouvoir entre les mains d'un individu (en l'occurrence le roi) reléguait aux oubliettes le pouvoir décisionnel des citoyens et des citoyennes. Peu à peu, les monarchies ont cédé la place à divers systèmes de démocratie représentative tels que nous les connaissons aujourd'hui. Présentées comme des exemples à suivre, ces démocraties connaissent d'importantes failles, la principale étant la confusion entre État et politique. Or, le politique, nous l'avons vu précédemment, est cette gestion des affaires publiques par la population, que nous retrouvons dans toutes les sociétés depuis les débuts de l'humanité. Cette définition n'implique aucunement de rapports de pouvoir, et laisse une liberté très grande aux droits d'un peuple à son autodétermination. À l'opposé, l'État, même démocratique, implique nécessairement un rapport d'autorité entre les individus détenant le pouvoir et ceux qui, bien souvent, le lui ont confié. Immanquablement, cette dualité amène la création d'une élite hiérarchique (les élus) qui prétend parler au nom du peuple, mais qui se place au-dessus de lui. Qui plus est, cette élite provient majoritairement d'une classe économique supérieure. Si ce n'est pas le cas, le fait d'être élue et de jouir d'un pouvoir économique considérable l'y entraînera sûrement. Conséquemment, toute impartialité est impossible, et l'État se voit placé à la solde du monde économique. Cette réalité est particulièrement vraie aujourd'hui, alors que nous voyons l'État se retirer du champ économique pour laisser une place de plus en plus grande aux bonzes du capitalisme mondial, même si cela doit être néfaste pour une majorité de citoyens et de citoyennes.

> **Depuis de nombreuses générations, la domination de la nature, présentée comme moyen d'émancipation des individus et des peuples, a servi de justification à l'exploitation et à la domination d'un groupe d'opprimés par un groupe d'oppresseurs.**

En opposition à cette situation, Bookchin propose que nous abolissions l'État tel que nous le connaissons aujourd'hui pour le remplacer par ce qu'il nomme le municipalisme libertaire. Finie la démocratie représentative. Finis les rapports de pouvoir institutionnalisés. Finie l'économie de marché. Finis la bureaucratie et l'État déshumanisé. Cette véritable révolution ne peut être réalisée que par la mise en place d'une démocratie directe où tous les citoyens et citoyennes pourraient s'exprimer. Concrètement, cette démocratie se traduirait par des assemblées citoyennes investies d'un réel pouvoir décisionnel. La discussion en face-à-face serait le mode

3 Conseil de 500 citoyens tirés au sort annuellement jouant le rôle de conseil exécutif dans la vie démocratique athénienne. Les membres de la Boulê étaient chargés d'organiser les rencontres de l'Ecclésia (l'ensemble des citoyens de la cité) et d'appliquer les décisions prises par cette dernière.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

d'échange privilégié pour gérer la chose publique. De cette façon, tous et toutes auraient un rôle actif et primordial dans la gestion de leur communauté. Comme le dit Bookchin, les gens deviendraient « des citoyens au plein sens du terme, c'est-à-dire des acteurs agissants de la décision et de l'autogestion politique de la vie communautaire, y compris l'économie, et non des bénéficiaires passifs de biens et de services fournis par des entités locales en échanges d'impôts et de taxes[4] ». Conséquemment, les gens s'identifieraient d'abord et avant tout comme citoyens et non comme contribuables. Le sentiment d'appartenance à la communauté s'en trouverait grandement renforcé. Ces assemblées, qui se tiendraient à intervalles réguliers (par exemple, une fois par mois), seraient dotées d'une structure claire afin de laisser le moins de place possible à l'arbitraire. Le fait que tous et toutes puissent s'exprimer et voter n'exclut toutefois pas que certaines personnes, élues par leurs pairs, assument la gestion des décisions prises par l'assemblée.

De la théorie à la réalité

Mais comment ces assemblées seraient-elles constituées? Quel territoire couvrirait une assemblée? Celui d'une municipalité? À cela, Bookchin répond qu'il faut revenir à de plus petites communautés ayant un caractère organique, c'est-à-dire une « identité propre, définie par un héritage culturel partagé, des intérêts économiques, une communauté de vues sociales et parfois aussi une tradition artistique[5] ». Ainsi, des gens ayant un patrimoine culturel et identitaire commun auraient plus de facilité à s'autogérer. En outre, cette communauté organique tiendrait compte des réalités écologiques et environnementales afin d'assurer un développement durable et la pérennité des écosystèmes. Est-ce à dire que l'on assisterait à une ghettoïsation et à une autarcie de chacune des communautés? Absolument pas ! La mise en place d'une confédération de communautés permettrait aux différentes populations d'échanger les unes avec les autres dans un esprit de solidarité. Les délégués de chacune des assemblées auraient comme tâche de discuter et d'établir des partenariats avec les autres représentantes et représentants présents, tout en respectant le mandat confié par les citoyens et les citoyennes de leur communauté. Une interdépendance saine et profitable à tous en viendrait à s'instaurer, et un partage de ressources, de richesses et d'expériences serait à la base d'une société équitable.

Conclusion

Bien qu'utopique en apparence, ce municipalisme libertaire est néanmoins réalisable. Évidemment, un travail d'éducation et de sensibilisation est nécessaire à la réalisation de ce projet révolutionnaire.

Une pleine participation citoyenne présuppose une connaissance de la chose publique et une capacité à s'informer de façon adéquate. Mais comment s'impliquer lorsque le code écrit nous échappe ou que nous ne possédons pas le vocabulaire pour nommer notre réalité? Comment discuter et débattre lorsque l'Autre possède des mots qui nous échappent? C'est clairement impossible! De là l'importance des groupes populaires en alphabétisation: ils permettent aux gens d'acquérir les outils nécessaires à leur pleine participation citoyenne. D'ailleurs, les façons de faire de ces organismes ne sont-elles pas la preuve que chacun, chacune peut contribuer à la vie démocratique de son milieu? Nos structures démocratiques ne démontrent-elles pas, à petite échelle, qu'autonomie et équité peuvent cohabiter? Il est clair que l'alphabétisation populaire véhicule des valeurs qui se rapprochent de la pensée anarchiste en ce sens qu'un maximum de place est laissé à tous les citoyens et citoyennes, quel que soit le revenu ou la condition sociale. Ainsi, nous devons continuer de mettre en action nos principes afin que tous et toutes puissent contribuer à l'édification d'une société plus juste et, par le fait même, plus libre!

> La démocratie participative correspond au sens premier du mot politique : la gestion des affaires publiques par l'ensemble de la communauté.

4 Murray BOOKCHIN. *From Urbanization to Cities*, Cassel, Londres, 1995, 273 p.

5 *Ibid.*

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Le Café La Petite Gaule au cœur d'une vision alternative

Marcel Sévigny,
membre fondateur du
Café La Petite Gaule

Pendant les années 80-90, « le projet politique nationaliste et social-démocrate du Parti québécois, auquel se rallie une partie significative des militantes et des militants, entraîne une importante confusion idéologique dans les mouvements sociaux du Québec et au sein du mouvement communautaire de Pointe Saint-Charles[1] », quartier ouvrier de l'ouest de Montréal. On questionne la capacité des mouvements sociaux de maintenir une approche critique dans leurs interventions face aux pouvoirs politiques et économiques dominants. La faible cohésion affichée à l'égard de la politique du déficit zéro du gouvernement Bouchard en 1996 représente un moment significatif de cet état de chambardement qui affecte les groupes. Les effets négatifs, entre autres, du démembrement des services publics sur la conscience sociale collective des milieux populaires apparaissent avec l'émergence d'attitudes corporatistes et individualistes au détriment de la solidarité sociale. Cette situation va jusqu'à plonger dans des crises sérieuses plusieurs groupes, dont les plus importants du quartier Pointe Saint-Charles (la Clinique communautaire de santé et les Services juridiques communautaires).

Dans ce contexte assez difficile, des citoyens et des citoyennes décident de lancer le projet d'un café alternatif, parce qu'ils sont persuadés que de profondes transformations sont nécessaires au sein même des forces vives du quartier si l'on veut conserver la capacité d'agir sur le présent et l'avenir de la communauté.

Il faut retrouver les bases de la solidarité sociale, raffermir, mais aussi diversifier les outils d'éducation et d'information et, en

Des citoyens et des citoyennes décident de lancer le projet d'un café alternatif, parce qu'ils sont persuadés que de profondes transformations sont nécessaires au sein même des forces vives du quartier si l'on veut conserver la capacité d'agir sur le présent et l'avenir de la communauté.

1 *Café La Petite Gaule, café social et culturel alternatif*, document de présentation, p. 2, version avril 2001.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

même temps, intégrer dans les perspectives de lutte les nouvelles réalités de société telles que l'écologie, la non-violence et la diversité culturelle. Voilà donc les champs d'intervention à ajouter aux questions sociales plus traditionnelles du quartier, comme les luttes pour le logement, les services de proximité en santé et les revendications pour des revenus décents.

Dans cet esprit, le café projeté, qui portera le nom de Café La Petite Gaule[2], sera autogéré par la coopérative de solidarité Les Irréductibles. Premier groupe d'un éventuel réseau d'intervention alternatif, il favorisera le fonctionnement autogéré des organisations, des groupes de citoyens et de citoyennes, accroîtra l'esprit critique face aux pouvoirs et présentera le quartier comme une entité en mesure de s'autodévelopper, en confrontant les idées et en favorisant la déconstruction des idéologies des pouvoirs dominants.

Le rôle du Café dans le mouvement communautaire

L'ouverture du Café n'a lieu qu'en avril 2003, en raison de sérieuses difficultés financières. En effet, pour obtenir des subventions, il nous aura fallu accumuler une réserve de plus de 30 000 $ auprès d'individus sympathisants. Ainsi, grâce à des appuis significatifs dans la communauté, nous avons pu convaincre d'autres bailleurs de fonds de la pertinence de notre projet.

Avant même le début des activités, nous adhérons à la Coalition Action-Gardien de Pointe Saint-Charles[3] et nous nous y investissons à fond pour promouvoir l'idée générale que les communautés locales doivent être au cœur d'un projet de société émancipateur. Cette idée n'est pas nouvelle en soi puisqu'elle reprend l'itinéraire qui a façonné le mouvement social du quartier dans les années 70, mais elle ajoute à cet acquis en s'inspirant du concept d'écologie sociale de l'Américain Murray Bookchin : la réflexion, la décision et l'action, en tant que stratégie et moyen de susciter la prise en charge des problèmes et des solutions par les citoyens et les citoyennes, ne peuvent pas être évacuées de la place publique si nous voulons créer une communauté qui soit *vivable*.

> Le sentiment d'appartenance au quartier doit être construit autour de la notion de territoire, mais un territoire ouvert sur la société.

Avec le Café, nous souhaitons être partie prenante d'un mouvement communautaire local qui hésitera de moins en moins à s'interroger sur certains aspects pervers de « l'institutionnalisation du communautaire », ces attitudes et ces manières de fonctionner qui tendent à scléroser les organisations par l'offre de services faisant de moins en moins la différence entre le *clientélisme* et la prise en charge citoyenne. En avançant cette idée, nous nous inscrivons dans la trame historique du mouvement communautaire de Pointe Saint-Charles depuis la fin des années 60, cette histoire, constamment à rappeler, qui en est une d'auto-organisation citoyenne pour l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives et de gestion collective de nos propres outils de développement social. Nous craignons que cette riche histoire de l'éducation populaire et autonome du Québec, celle-là même qui a ouvert les portes à des perspectives d'émancipation, ne se marginalise à l'intérieur même des mouvements sociaux.

En présentant une telle vision, nous traçons volontairement un tableau un peu noir de la situation, sans toutefois nier que des organisations comme le Carrefour d'éducation populaire, la Clinique de Pointe Saint-Charles, avec la relance de son projet de santé communautaire, et quelques autres font des efforts concrets pour sortir de la torpeur ambiante. Au moment où la « réingénérie Charest » accentue la pression et nous force à des convergences de lutte solidaires dans la rue, peut-être est-il temps de lancer l'idée d'un « nouveau chantier pour un projet d'éducation populaire émancipateur ».

Renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté

Le sentiment d'appartenance au quartier doit être construit autour de la notion de territoire, mais un territoire ouvert sur la société. En effet, il faut éviter que le renforcement de ce sentiment se base sur des considérations nostalgiques comme le retour vers les organisations paroissiales et la mission religieuse, ou sur l'engagement d'élites commerciales ou professionnelles. Il faut en même temps lutter pour éviter qu'une partie des « nouveaux arrivants », fortunés et proches des pouvoirs économiques dominants de la société, « accaparent le quartier » et l'embourgeoisent pour y imposer un ensemble de valeurs culturelles fondées sur la capacité financière de consommer.

2 Lors de l'importante lutte menée pour garder le contrôle de la Clinique communautaire de Pointe Saint-Charles en 1992, les journalistes qualifiaient les citoyens et les citoyennes du quartier de « Gaulois de Pointe Saint-Charles » parce qu'ils résistaient aux visées du ministre de la Santé de l'époque, Marc-Yvan Côté, de faire disparaître la Clinique communautaire. C'est cette idée de résistance populaire que l'on retrouve dans le nom du café.

3 La Coalition Action-Gardien de Pointe Saint-Charles existe depuis 1981. Elle sert d'abord de lieu d'information pour les groupes, mais également de lieu de mobilisation sur des enjeux collectifs pour le quartier.

Enfin, nous devons être en mesure de recevoir les influences extérieures tout en trouvant les moyens de les intégrer dans un véritable projet de résistance, lutte constante contre divers pouvoirs de domination, politique, culturel, social ou économique, mais également dans un projet de quartier commun qui pousse vers la construction d'une communauté vivante basée sur les valeurs de tolérance, d'égalité, de démocratie et de justice sociale pour tous et toutes.

Le Café doit donc mettre l'accent sur des activités de nature sociale, politique et culturelle favorisant le débat, la réflexion et l'engagement citoyen tant par rapport à des enjeux locaux qu'internationaux. Cette démarche, que l'on veut « la plus éducative et la plus mobilisatrice possible », ne doit pas demeurer uniquement dans la sphère sociale, mais elle doit également déboucher sur la sphère politique, c'est-à-dire sur la volonté citoyenne de gérer les services collectifs et publics de la communauté locale. À titre d'exemple, si l'organisme Action concertée en sécurité alimentaire suscite la participation de quatre groupes en alimentation du quartier, le Café doit aborder l'aspect politique de l'alimentation : qui produit ce que l'on mange ? qui contrôle la chaîne d'alimentation et où vont les profits ? pourquoi les gouvernements soutiennent-ils les grandes industries ? De même, en invitant l'Union paysanne, un syndicat paysan qui remet en question le modèle industriel de production alimentaire au Québec, à tenir des conférences et des débats sur l'aspect politique de l'alimentation, nous entrons de plain-pied dans des enjeux liés à la dépendance alimentaire.

> Le Café doit mettre l'accent sur des activités de nature sociale, politique et culturelle favorisant le débat, la réflexion et l'engagement tant par rapport à des enjeux locaux qu'internationaux.

Aborder la politique par l'enjeu écologique

Aujourd'hui, on admet de plus en plus que des liens absolument fondamentaux doivent être établis entre la question écologique et la possibilité d'un avenir pour la société. Bookchin montre comment le fonctionnement de nos sociétés, bâties sur l'idée de domination et des modes hiérarchiques qui s'ensuivent (deux termes que l'éducation populaire combat), a provoqué une rupture profonde entre la nature et l'humain, rupture qui nous entraîne potentiellement — certains, certaines disent inévitablement — vers la disparition même de l'humanité et propose de la surmonter en s'engageant dans la construction d'une société écologique, en luttant contre la domination et les hiérarchies. Comment ? Essentiellement par la reprise en main de nos communautés locales sur la base d'un principe libertaire : « Tout être humain normal est compétent pour gérer les affaires de la société, et plus particulièrement la communauté dont il est membre[4]. » En fait, ce principe signifie qu'il nous faut abandonner les structures de domination aliénantes qui s'imposent dans la société pour la réorganiser à partir de liens égalitaires et anti-hiérarchiques qui fassent de l'autonomie personnelle un facteur de l'émancipation humaine. Pour ce faire, il faut que les citoyens et les citoyennes récupèrent et régénèrent au maximum la sphère politique. Cette émancipation commence à l'échelon local, là où existent encore certaines manifestations civiques de la démocratie directe et participative (forums citoyens, pétition sur un enjeu précis, pression sur une réunion municipale, assemblées publiques citoyennes...). À n'en pas douter, cet objectif fait partie d'un vaste projet d'éducation populaire et de prise en charge individuelle et collective.

Les défis internes du Café La Petite Gaule

S'organiser pour répondre à des objectifs représente un défi en soi car, si nous sommes logiques, il ne suffit pas d'en parler. Nous devons aussi appliquer les valeurs de transformation mises de l'avant.

Ainsi, la programmation du Café comprend plusieurs activités à partir desquelles il nous faut trouver un équilibre financier. Nous savons, par exemple, que la présentation de spectacles avec des artistes engagés reconnus donne lieu à des retombées financières adéquates. Par contre, il arrive régulièrement que la tenue de conférences ou de débats sur des sujets importants (exemple : gestion écologique des déchets, enjeux des réserves d'eau…) attire passablement de personnes, mais avec des résultats financiers plus mitigés. Le Café est alors perçu et plus clairement utilisé comme un lieu de débat public que comme un lieu de consommation. Nous cherchons les moyens de créer, avec les citoyens et

4 Murray BOOKCHIN. *Une société à refaire*, Montréal, Éditions Écosociété, 1993, p. 255.

les citoyennes, des manières de «se représenter» le Café comme un projet où doit s'exprimer la solidarité active (contribution volontaire ou autre appui financier). Par conséquent, assurer la viabilité financière du Café, absolument essentielle pour la poursuite du projet, pourrait devenir possible tout en maintenant une programmation diversifiée autour du social, du politique, du culturel et de l'économique. En 2004, l'autofinancement représente entre 50 et 60% des coûts globaux de fonctionnement; nous avons donc encore besoin de fonds qui respectent un minimum d'éthique sociale et économique.

Par ailleurs, le canevas des activités accessibles ainsi que la notion même de café restent quelque peu étrangers au milieu populaire du quartier. Notre objectif de faire de la Petite Gaule un lieu de rencontre, un «café de quartier», soulève de la résistance. C'est avec l'appui de groupes communautaires (pour l'organisation d'activités spéciales au Café, entre autres) et d'individus que nous travaillons à la démystification de l'endroit qui, pour certains, certaines, apparaît comme un repaire «militant» ou «de jeunes» ou «anarchiste», qui semble «étrange» à la culture du quartier. À cet effet, nous avons modifié certaines activités pour mieux les adapter au milieu (musiciens connus localement, expositions d'artistes du milieu, débats sur des enjeux sociaux locaux…). Mais, nous le savions, il s'agit d'un engagement de moyen terme qui devra être constant par la suite pour permettre la rencontre culturelle différente et ouverte sur plusieurs réalités de la société au sein même du quartier.

L'idée que les dimensions sociale et la culturelle puissent «se rencontrer, se parler» dans ce lieu d'abord, dans le quartier éventuellement, constitue une particularité de notre intervention. Vouloir devenir une sorte de pôle de référence dans l'imaginaire de la résistance sociale, politique, culturelle et, pourquoi pas, économique stimule également l'équipe actuelle.

Enfin, le troisième défi à relever est celui de l'auto-organisation du collectif. Depuis août 2003, le Café fonctionne avec une coordination collective partagée entre l'équipe militante au conseil d'administration et l'équipe de travail sur le terrain. Cette réorganisation a été effectuée dans l'espoir de redresser une situation qui n'a pas fourni les résultats escomptés. Nous misons maintenant sur une plus grande part de responsabilités à assumer par chaque personne de l'équipe de travail, ainsi que par les militants et les militantes au conseil d'administration afin d'éliminer la fonction même de coordonnateur.

Le Café La Petite Gaule est un lieu de diffusion et de rencontre, un espace de travail et d'engagement militant, d'interrelation entre des gens aux diverses expériences et responsabilités. En somme, il demeure un projet d'expérimentation et d'apprentissage collectif qu'il faut constamment évaluer. Le Café La Petite Gaule a choisi de jouer un rôle actif d'engagement social et politique dans son quartier et, de ce fait, se retrouve face à de multiples interactions. Ce rôle l'amène sur un terrain infiniment complexe où le déblayage reste en bonne partie à faire.

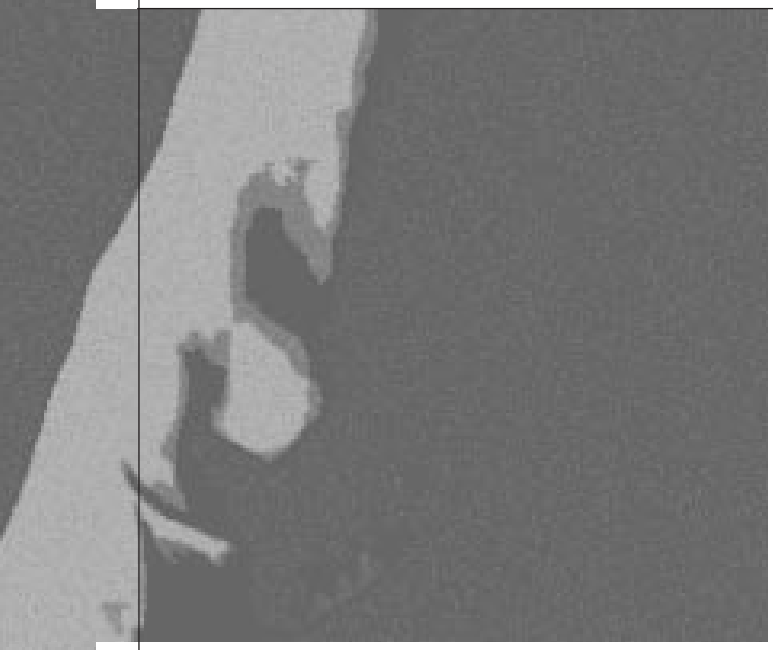
Un soir au Café…

Un conférencier est debout, le micro à la main. Il se tient tout près des premières tables et de la cinquantaine de personnes qui s'y trouvent. La convivialité de la rencontre incite une personne assise au bar à émettre spontanément un commentaire: «Dans un quartier comme Pointe Saint-Charles, c'est plutôt la simplicité involontaire qu'un grand nombre de gens doivent pratiquer.» Pas besoin de répéter, tout le monde a compris. «C'est bien vrai, de répondre le conférencier, que tendre vers une réduction de la consommation s'adresse principalement aux classes moyennes, mais c'est aussi une vision de société qui s'attaque au gaspillage. Lorsque des femmes d'une cuisine collective se regroupent pour préparer des repas ensemble, elles ne font pas seulement s'entraider, elles maximisent l'utilisation des ressources. Il y a un lien à établir entre ces actions de gens aux conditions financières très différentes.» Une autre main se lève, d'autres voix s'expriment… Les gens du quartier veillent au grain.

La Petite Gaule
2525, rue Centre
Montréal, H3K 2R7
Téléphone: (514) 931-1919
Courriel: petitegaule@cam.org
Site Internet: www.cafepetitegaule.com

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Le Pouvoir de décider



Lise St-Germain,
présidente, Centre d'organisation mauricien
de services et d'éducation populaire

Premier juin 2003. Dans un sous-sol d'église bondé, des gens euphoriques fêtent une victoire électorale sans équivoque, avec 76% du vote exprimé. Cette foule composée pour plus de la moitié de personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté se souvient de la longue marche citoyenne qu'elle vient d'accomplir pour élire au Conseil municipal de Trois-Rivières une de ses porte-parole depuis près de 20 ans, Sylvie Tardif, coordonnatrice de COMSEP[1]. En cette soirée mémorable, des hommes et des femmes généralement exclus des sphères du pouvoir de la société constatent que leurs efforts collectifs peuvent changer les choses de façon significative. Que la démocratie leur est accessible.

Un lancement de campagne électorale controversé

En février 2003, après un an et demi au pouvoir, le conseiller municipal du district Marie-de-l'Incarnation, Daniel Perreault, annonce son retrait de la vie politique pour des raisons personnelles ; des élections partielles auront lieu. Une multitude de gens se montrent intéressés à briguer les suffrages pour ce territoire où se côtoient des personnes en situation de pauvreté et d'autres issues de la classe moyenne ou de la classe plus fortunée, où l'on dénote des problèmes sociaux aigus, dont l'analphabétisme, et où l'on retrouve la plus grande concentration de gens en difficulté de toute la Mauricie.

À Trois-Rivières, les candidats et les candidates se présentent toujours comme indépendants puisqu'il n'existe pas de partis municipaux organisés. La coutume veut également que le maire reste neutre lors d'élections, car il devra composer sans exception avec tous ceux et celles qui seront élus.

Avant même le début de la campagne électorale et contrairement aux habitudes, le maire de la ville, Yves Lévesque, demande publiquement au président de la chambre de commerce locale, Patrick Charlebois, de se présenter comme

1 COMSEP : Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire, organisme d'alphabétisation et d'éducation populaires de Trois-Rivières.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

candidat. L'appel est amplement médiatisé. C'est alors que débute une forte mobilisation pour convaincre la coordonnatrice de COMSEP de passer du côté de la politique active. Membres de l'organisme, personnes des milieux communautaire et pastoral, décideurs locaux, entrepreneurs, élus politiques ainsi que citoyens et citoyennes du district essaient de convaincre Sylvie Tardif de porter ses objectifs sociaux sur la scène municipale. Non seulement connaît-elle bien les problèmes du district, pensent-ils, mais aussi la capacité d'agir de ses résidents et résidentes. Un territoire reconnu pour sa forte participation sociale et citoyenne ne peut naturellement être représenté par un président de chambre de commerce peu sensible à la question sociale ainsi qu'à celle de la pauvreté.

Devant les rumeurs de la candidature possible de Sylvie Tardif, le président de la chambre de commerce préfère décliner l'offre du maire. Le premier magistrat se met alors à la recherche d'un autre candidat. Pendant ce temps, la pression populaire fait son œuvre, et la coordonnatrice de COMSEP décide de tenter l'expérience. La responsabilité accrue des municipalités en matière de développement social, le peu d'influence du mouvement communautaire auprès du Conseil municipal et, surtout, la possibilité de contribuer à améliorer les conditions de vie des personnes démunies ont raison de ses dernières réserves. Le maire décide tout de même de participer à une conférence de presse afin d'appuyer la candidature de Richard Flynn, ex-attaché politique du député péquiste Guy Julien. Dans le même souffle, il dit ne pas soutenir Sylvie Tardif, qu'il juge, entre autres, trop émotive, trop extrémiste et trop communautaire. C'en est trop. Des éditoriaux, des émissions de radio et de télévision, des interventions de la part de conseillers municipaux et un déluge de lettres ouvertes réprouvent l'intervention du maire. Tous ont le même message : le choix du conseiller ou de la conseillère appartient uniquement aux gens du district concerné. Le maire doit donc battre en retraite et s'excuser publiquement. Son deuxième candidat se retire, affecté par cette polémique. Deux autres candidats se présentent, André Aubert, organisateur politique renommé du Parti libéral et enquêteur de crimes majeurs à la retraite et Yves St-Louis, gérant d'immeubles, tous deux habitant le district. Une campagne électorale aura bel et bien lieu.

La campagne favorisera la participation citoyenne (pour rester en terrain connu), c'est-à-dire que les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté pourront s'engager sur tous les plans : mobilisation, travail sur le terrain, affichage, porte-à-porte...

Au départ, une poignée de gens inexpérimentés

Gonflée à bloc, l'équipe électorale, composée de gens du district (dont 50% sont peu alphabétisés) et de personnes des milieux communautaire, pastoral, syndical et même économique, se met en marche. L'équipe de COMSEP, quant à elle, participe aux efforts après les heures de travail, car il est essentiel de ne pas associer l'organisme à la démarche électorale.

La majorité des membres de l'équipe électorale n'ont aucune expérience en politique active. Qu'à cela ne tienne ! La campagne favorisera la participation citoyenne (pour rester en terrain connu), c'est-à-dire que les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté pourront s'engager sur tous les plans : mobilisation, travail sur le terrain, affichage, porte-à-porte... Chacun, chacune aura sa place. L'équipe veut une campagne en « nous » et non en « je », et misera sur les gens jusqu'à la fin.

Des rencontres ont lieu à chaque semaine pour expliquer le déroulement de la campagne et les enjeux des élections. Après avoir indiqué le nombre de personnes ayant donné leur appui à Sylvie Tardif au moyen d'un grand thermomètre dessiné sur papier, on distribue les tâches. Les réunions sont aussi prétexte à la fête, et près d'une centaine de personnes y participent en moyenne. Ces dernières sont véritablement la force de l'équipe. Leur détermination et leur engagement compensent amplement le manque d'expérience.

L'orientation politique citoyenne de la campagne de Sylvie Tardif attire des membres de tous les partis — souverainiste, fédéraliste, de gauche, de droite — qui y vont de leurs avis et de leur expertise afin de soutenir cette bande de novices résolus. Résultat : tous les aspects d'une campagne électorale (pointage, liste électorale, porte-à-porte, finances, sortie de votes, vote par anticipation, jour J...) finissent par ne plus avoir de secrets. Malgré les précieux conseils toutefois, l'équipe garde le cap sur sa manière de fonctionner — déroutant parfois les experts en la matière — en se basant sur sa connaissance et sa compréhension des personnes peu alphabétisées, de leur réalité et de leur mode d'organisation. Ce

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

qui rallie tout ce monde est sans conteste les enjeux de la campagne, c'est-à-dire donner aux personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté une voix au Conseil municipal, mais aussi avoir une représentante des mouvements sociaux en politique municipale. Des défis de taille pour la candidate que ceux de rassembler autour de ces enjeux des résidents et des résidentes de classes sociales différentes et d'amener les personnes peu alphabétisées et démunies à aller voter, d'autant plus que ces dernières sont très souvent abandonnées par les candidats et les candidates, car elles sont pour la plupart sans téléphone, ne sont pas inscrites sur la liste électorale, déménagent souvent et n'ont pas toutes les pièces d'identité requises.

Pour gagner les élections, l'équipe adopte la stratégie d'une citoyenne peu alphabétisée qui a décidé d'occuper la rue et de mobiliser son coin de quartier en fonction des liens qu'elle entretient avec les résidents et les résidentes. À partir du jour du vote par anticipation, où elle se présente à chaque heure au bureau de vote avec sa voiture pleine de gens lui ayant promis d'appuyer Sylvie Tardif, une véritable opération de recrutement aura lieu.

Occuper la rue

Depuis toujours, la rue est l'une des grandes alliées du mouvement communautaire et de ses luttes. Notre intention est de l'envahir une fois de plus. Des équipes de porte-à-porte, de distribution de dépliants, d'actions de visibilité, d'inscription sur la liste électorale, de covoiturage déploient mille efforts partout dans le district. Des affiches sont apposées sur tous les poteaux, une grande partie des maisons et même sur des voitures. Aux quatre coins du territoire, des meneurs (plusieurs en situation de pauvreté) voient à ce que les citoyens et les citoyennes frappent aux portes des maisons, des commerces, des restaurants, des bars pour rappeler à leurs voisins, parents ou amis l'importance de leur appui. De son côté, la candidate parle de ses engagements dans les clubs d'âge d'or, à l'AFEAS (Association féminine d'éducation et d'action sociale), dans les groupes communautaires, dans les associations de sports, les groupes de dards, les tournois de poches et de cartes...

Depuis toujours, la rue est l'une des grandes alliées du mouvement communautaire et de ses luttes.

Pendant trois mois, l'équipe électorale de Sylvie Tardif occupe la rue sans relâche. Des personnes peu alphabétisées prêtent leur maison le jour J pour s'assurer de la participation des citoyens et des citoyennes. Dans ces maisons, des équipes voient à ce que les appuis se concrétisent en votes. Au bureau de vote, des gens se portent témoins du lieu de résidence de ceux et celles qui sont sans papier d'identité. Rien n'est négligé. Jusqu'au dernier quart d'heure, des bénévoles sillonnent les rues pour un «blitz» final.

Un chemin vers le politique pavé d'expériences d'éducation populaire

Il était tout à fait logique que les membres de COMSEP en arrivent un jour à s'engager en politique active. Les démarches de conscientisation, les manifestations, les dépôts de mémoires et les activités de défense des droits auront pavé la voie. Avec la mise en candidature de Sylvie Tardif, il s'agissait de la dernière étape de politisation dans le long chemin de la conscience sociale, celle que Paulo Freire[2] appelle la conscience politique ou critique.

Nous sommes passés du «je» au «nous», du «subir» à l'«agir», du «personnel» au «politique» et du «politique» à l'«action politique», selon les quatre niveaux de conscience progressifs[3] définis par Freire.

De leur côté, les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté ne se sont pas laissé démonter par les manigances du pouvoir. En effet, elles ont dès le départ réclamé une candidate qui saurait comprendre leurs demandes et défendre leurs droits. Elles ont accaparé une place réelle sur l'échiquier municipal et elles ont défini ensemble les conditions à remplir pour une vie meilleure.

Les adversaires de Sylvie Tardif ont misé toute leur stratégie électorale sur la certitude que les personnes assistées sociales sont désabusées du système et donc votent peu. Ils ont négligé de mesurer l'impact de l'alphabétisation et de l'éducation populaires sur elles. Non seulement elles sont en mesure de comprendre les enjeux liés à une campagne électorale, mais également elles peuvent agir et proposer des solutions de rechange. Les personnes démunies déplacent des montagnes si elles font confiance. Elles aussi désirent qu'on parle en leur nom de leur projet de société, où la justice sociale occupe une large place.

Les adversaires de Sylvie Tardif n'ont pas su, en outre, évaluer la force de mobilisation du milieu communautaire. Depuis de nombreuses années, les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté participent à des actions de défense des droits sociaux et à des activités d'éducation populaire. Elles ont fait l'expérience de luttes et de gains sur divers plans. Par ces engagements,

2 Pédagoque brésilien qui a largement inspiré notre façon de faire de l'alphabétisation populaire au Québec.

3 Paulo FREIRE. *La pédagogie des opprimés*, Paris, François Maspéro, 1921.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

elles ont acquis un sentiment de confiance qui ne leur a pas fait douter un instant du résultat des élections. Leur redoutable stratégie des maringouins, dont la maxime est L'union fait la force!, a fait le reste[4].

Une véritable démarche citoyenne

Cette victoire n'aurait pu être possible sans une alliance de classes sociales, sans une réelle solidarité entre les électeurs plus aisés, ceux et celles qui accompagnent les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté, et ces personnes elles-mêmes. Plusieurs fois pendant la campagne électorale, les familles de la classe moyenne ont exprimé leur volonté de voter pour Sylvie Tardif afin d'améliorer la situation des gens peu alphabétisés et en situation de pauvreté.

Bien sûr, il ne suffit pas d'une seule élection pour changer les façons de faire au Conseil municipal en ce qui concerne les problèmes sociaux et les dossiers de revitalisation des quartiers populaires. Toutefois, les plus démunis peuvent espérer que leurs préoccupations fassent au moins l'objet de débats.

Cette expérience électorale a permis de faire de nouveaux apprentissages en ce qui a trait à l'action citoyenne. Les personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté suivent maintenant avec intérêt les dossiers traités par la Ville. Plusieurs d'entre elles assistent régulièrement aux séances du Conseil municipal et appliquent ensuite leur nouveau savoir en atelier d'alphabétisation, lieu par excellence pour élargir sa compréhension du monde local et global.

Plus de 200 personnes ont participé de façon concrète et dynamique à une campagne électorale. Au printemps 2003, un district a démontré haut et fort qu'il croyait en la justice sociale et que le choix d'un élu appartenait encore au peuple et non aux décideurs.

La marche ne s'est pas arrêtée là. Lors des dernières élections scolaires à l'automne 2003, la machine s'est de nouveau mise en branle avec des résultats tout aussi impressionnants: 94% et 76% des votes exprimés en faveur de deux autres intervenants de COMSEP, qui ont été élus commissaires.

Cela permet de mesurer à quel point le rôle des mouvements sociaux est essentiel pour favoriser le changement social. Il ne faut pas en négliger le poids, ni la confiance manifestée par la population envers nos organisations et leurs porte-parole. Avec le transfert accru de pouvoirs aux municipalités, n'est-il pas nécessaire d'investir en grand nombre les lieux d'exercice du pouvoir? N'est-il pas dans notre mission de donner une voix forte aux personnes peu alphabétisées et à celles en situation de pauvreté?

Les personnes démunies déplacent des montagnes si elles font confiance. Elles aussi désirent qu'on parle en leur nom de leur projet de société, où la justice sociale occupe une large place.

4 Cette stratégie fait référence au fait qu'un maringouin est jugé inutile et peut être neutralisé facilement. En grand nombre, toutefois, les maringouins sont plus coriaces. Une nuée de maringouins qui avancent vers un but commun est prise au sérieux. La marche engagée des personnes peu alphabétisées et en situation de pauvreté pour porter au pouvoir l'une de leurs porte-parole, pas même un maire n'a pu l'entraver !

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

Devenir travailleurs de rue en suivant des ateliers d'alphabétisation populaire

François Labbé,
formateur en alphabétisation et agent de liaison au Regroupement des auberges du cœur du Québec [1],
avec la participation de Dominique Lacombe, Roger Larocque, Sophie Proulx et Sylvie Robichaud

Depuis septembre 2003, deux participantes et un participant du Groupe d'alphabétisation de Montmagny-Nord (GAMN) font du « travail de rue » dans les lieux publics de Montmagny et des villages environnants. Une quatrième personne, une animatrice avec de l'expérience dans ce genre d'intervention, assure leur formation et leur encadrement. Leurs objectifs : établir des liens de confiance avec les adultes peu ou pas alphabétisés et les guider graduellement vers des activités d'alphabétisation. Ils disposent d'un budget pour des café-rencontres, des groupes de discussion ou des soirées de partage et d'un vaste local au centre-ville de Montmagny. Enfin, chose à souligner, ils reçoivent des honoraires pour leur travail !

Lorsque l'idée d'un tel projet a été émise, nous y avons vu, au GAMN, de nombreux obstacles, dont certains apparemment insurmontables. Comment espérer que des adultes analphabètes accomplissent une tâche qui exige notamment une formation en travail social ou en éducation spécialisée ? Comment arriver à les former en si peu de temps, compte tenu de leurs « limites » en lecture et en écriture, mais aussi en intervention sociale ? Et si personne n'acceptait de s'engager dans le projet ? Et si certains faisaient face, en cours de route, à leurs incapacités ? s'ils abandonnaient et vivaient un échec humiliant ?

« Faire la différence » dans sa communauté

Pendant la dernière campagne électorale provinciale, au printemps 2003, nous cherchons un moyen d'amener les participants et les participantes à mieux comprendre notre système électoral. Inspirés par la remarque de l'un d'eux — « N'importe quel bandit peut faire de la politique ! » — nous les mettons au défi de présenter une participante ou un participant comme candidat indépendant aux élections. Après un bref moment d'incrédulité, ils acceptent de jouer le jeu. Deux grandes tâches les attendent : d'abord la mise en candidature elle-même, avec entre autres l'obligation d'obtenir les signatures d'une centaine de personnes inscrites sur la liste électorale ; ensuite la création d'un programme politique sur des thèmes tels la pauvreté, l'exclusion, la sécurité dans les rues, la santé et l'engagement social (ou bénévolat). Ces tâches sont confiées à ceux et celles qui forment notre « communauté de recherche philosophique », un atelier où sont discutés des sujets comme la beauté, le pouvoir des parents sur leurs enfants ou l'existence de Dieu [2].

1 Ce regroupement rassemble des maisons d'hébergement qui s'adressent aux jeunes de 12 à 30 ans. Pour plus d'information, consultez le site Internet suivant : www.aubergesducœur.com.

2 Pour en savoir plus sur la question, lire François LABBÉ. « Des adultes plus critiques », *Le Monde alphabétique*, no 14 (printemps 2002), p. 74 à 78.

Le thème de l'engagement social finit par occuper la plus grande place. Malgré leur peu d'intérêt en général en ce qui concerne la politique, ces adultes désirent accomplir quelque chose pour leur communauté. Ils se disent prêts, par exemple, à devenir bénévoles en loisir pour que les jeunes apprécient mieux leur ville et y demeurent. Ils commencent à élaborer des mesures incitatives, sur le plan local, pour encourager le bénévolat et pour forcer l'État à en reconnaître la valeur. Cet intérêt nous prend complètement au dépourvu. Nous sommes préparés à animer des discussions sur la santé, la pauvreté, la famille et l'exclusion, mais pas sur l'engagement social!

Ces activités «électorales», qui n'aboutiront finalement pas à une mise en candidature faute d'un nombre suffisant d'appuis, nous mettent en présence de gens hautement motivés à s'engager pour «faire la différence» dans leur communauté, selon leurs propres mots. Mais comment leur en offrir la possibilité? À la même période, nous cherchons à rendre nos moyens de recrutement plus efficaces. À Montmagny, comme dans bien d'autres régions du Québec, le recrutement est difficile. Même les participants et les participantes, lors de l'élaboration de leur programme politique, se sont inquiétés du faible nombre d'inscriptions aux ateliers, situation incompréhensible à leurs yeux compte tenu de la quantité de personnes de leur connaissance qui «en arrachent» plus qu'eux en lecture et en écriture et qui «s'ennuient» à la maison ou au centre commercial… Leur peur de perdre «leur école» est palpable. Pourquoi alors ne pas s'engager à remédier à la situation?

Une responsabilité collective

Le projet n'a pas seulement pour but de recruter de nouvelles personnes, il offre aussi aux participants et aux participantes une formation de travailleur de rue de manière qu'ils puissent, après huit mois de théorie et de pratique, initier à leur tour d'autres adultes. C'est ainsi que le recrutement est susceptible de devenir une responsabilité collective, une tâche que l'on peut vraiment accomplir.

Ce sont les participants et les participantes qui se portent eux-mêmes volontaires pour le projet. Ils prennent part à toutes les décisions, qu'il s'agisse d'horaires, de contenus de formation, d'endroits à visiter, de répartition du travail ou d'organisation d'activités de préalphabétisation [3]. Ils connaissent les lieux fréquentés par les personnes peu alphabétisées et leurs habitudes mieux que n'importe quel membre de l'équipe du GAMN. De plus, ils sont souvent assez proches de bon nombre d'entre elles, ce qui leur permet de s'introduire sans trop de difficulté dans les conversations. Bref, leur savoir compense grandement leurs lacunes académiques.

Ils ne sont pas tenus de servir un argumentaire aux gens rencontrés. Leur seule consigne est de les écouter pour que les activités de préalphabétisation offertes par la suite soient véritablement axées sur leurs besoins et leurs intérêts. Cette dernière idée est importante, puisque nous voulons, justement, intéresser un plus grand nombre d'adultes à ce que nous faisons.

Comment inciter des gens à s'engager activement dans un processus, quel qu'il soit ? Trop souvent, nous présumons de leurs préoccupations et nous faisons face à des chaises vides; fâchés et déçus, nous sommes prêts à accuser l'ignorance, l'irresponsabilité ou la paresse... Ne devons-nous pas mieux connaître les personnes avec lesquelles nous souhaitons travailler, aller à leur rencontre, comprendre leurs problèmes, savoir quels sont leurs intérêts et leurs aspirations? N'oublions pas que ce sont les participants et les participantes eux-mêmes qui ont manifesté leur intention de s'investir dans leur communauté et de recruter d'autres personnes pour «leur école».

De la théorie…

La formation débute par une discussion avec les futurs travailleurs et travailleuses de rue sur leurs attentes et leurs craintes. Par exemple, ils disent ne pas se sentir suffisamment informés sur les activités, les services, les mandats et la mission de leur groupe d'alphabétisation pour répondre de façon appropriée aux questions qui leur seront posées. Ce souci de leur part démontre, selon nous, que le projet débute du bon pied!

Le thème de l'engagement social finit par occuper la plus grande place. Malgré leur peu d'intérêt en général en ce qui concerne la politique, ces adultes désirent accomplir quelque chose pour leur communauté.

Une part importante est aussi consacrée à l'évaluation des forces et des compétences de chacun, de chacune pour que toute intervention ait sa place et devienne efficace. Malgré des personnalités bien différentes, les trois adultes ont beaucoup d'aisance à communiquer. L'un d'eux a même déjà fait du recrutement pour… une organisation religieuse!

La formation qui porte précisément sur le travail de rue a lieu pendant 10

3 Nous entendons par activités de préalphabétisation toutes les rencontres organisées par les travailleurs et les travailleuses de rue pour tisser des liens avec des adultes analphabètes (ateliers thématiques, café-rencontres, fêtes populaires...) qui ne sont pas précisément des activités d'alphabétisation.

semaines, à raison de 2 périodes hebdomadaires de 2 heures 30 chacune. Elle est axée sur les pratiques de communication efficaces comme l'empathie, l'écoute, l'observation de l'expression non verbale, l'art d'entreprendre et de terminer une discussion avec des inconnus, les questions à poser et à ne pas poser, et même la manière de s'habiller selon le milieu fréquenté. Un autre volet concerne le travail en équipe, la maîtrise du stress, la façon de se prémunir contre le sentiment d'échec et la manipulation psychologique, ainsi que la manière de procéder en situation de crise. Un bilan des apprentissages est fait régulièrement à toutes les deux ou trois semaines, selon le cas, au moyen d'une grille d'autoévaluation.

…à la pratique

La formation se poursuit sur le terrain. Pendant les premières semaines, et par la suite de façon irrégulière, l'animatrice-travailleuse de rue fait équipe avec chaque personne pour l'observer et l'aider à évaluer ses interventions. Après les périodes de travail (2 fois 2 heures 30 par semaine), on dresse un bilan de ce qui a été effectué. Les contacts établis et leur nature (discussions, salutations, sourires, références, information, etc.), ainsi que tout autre commentaire pertinent sont inscrits dans le journal de bord de chacun, de chacune qui doit également évaluer ses actions. Il arrive parfois que des membres s'évaluent trop sévèrement ou ne remarquent pas certains aspects de leur travail. L'animatrice s'assure que cette évaluation est fidèle à la réalité.

Nous avons demandé aux travailleurs et aux travailleuses de rue de dire comment ils avaient vécu l'expérience jusqu'à maintenant et d'expliquer leur rôle. De plus, nous les avons suivis pendant leur travail et en avons tiré quelques constats. Au moment d'écrire ces lignes, toutefois, ils n'en étaient pas encore à la moitié du projet.

La personne la plus réservée de l'équipe n'a pas hésité longtemps à s'engager: «J'étais réticente parce que je suis timide. Mais je savais que je combattrais ma gêne. Je me suis dit que si je n'essayais pas, je ne saurais jamais si je suis capable de le faire. J'étais convaincue que ce serait une bonne expérience pour moi.» Une deuxième a mentionné avec assurance au début du projet: «J'ai déjà fait ça avant, mais pour une secte. J'ai confiance. Ce ne sera pas difficile. » Une troisième, qui est bénévole dans sa ville plusieurs jours par année, travaille avec des personnes âgées et est très sociable, a admis: «De toute manière, je parlais déjà à tout le monde!» Leur seule crainte au départ était de rencontrer des personnes en état de crise.

Interrogés sur leur rôle, ils ont d'abord parlé de leurs difficultés à convaincre les gens de «s'embarquer en alpha», «de faire quelque chose de leur journée». L'une a dit avoir parlé des ateliers depuis plus d'un an dans son entourage, en se heurtant chaque fois à des gens qui «ne veulent pas bouger». «On a fait le tour de tous ceux que nous connaissons», ont dit les deux autres. L'une a décrit ainsi son rôle: «Si la montagne ne vient pas à toi, va vers la montagne.» Un autre a ajouté: «C'est du travail à long terme. Nous plantons des graines. Nous allumons des chandelles. Dans deux, trois ou quatre mois — cet été même! — il y aura des gens qui se diront: J'ai rencontré quelqu'un qui m'a parlé d'alpha cet hiver. Là, me semble que je suis prêt.»

Une travailleuse a fait part de ce qu'elle vit depuis quelques années lorsqu'elle parle d'alphabétisation: «Dans mon entourage, y en a qui ont besoin d'apprendre à lire et écrire, mais qui préfèrent rire de nous plutôt que de venir suivre des ateliers. S'ils venaient, ils s'apercevraient que nous ne sommes pas différents, au fond.» Sa collègue d'ajouter: «Il faut que nous soyons des exemples positifs de personnes qui vont à l'école et suivent des ateliers. C'est ça qui manque. Les gens ont peur. Ils pensent que les analphabètes ne sont pas normaux. Qu'ils sont malades et différents. Ils ne veulent pas être perçus comme ça. Nous allons partager avec eux nos savoirs, nos connaissances et le chemin parcouru, et leur dire qu'ils ne seront pas seuls à embarquer. Nous serons encore là pour les aider.»

Nous les suivons un après-midi, trois semaines avant Noël. Tout d'abord, comme avant chaque sortie, l'équipe se réunit pour décider des lieux à visiter, qui diffèrent selon le jour et la période du mois. Par exemple, on sait que les comptoirs vestimentaires sont fréquentés tel jour, certains magasins tel autre jour, que les habitudes des personnes changent pendant le mois. Aujourd'hui, cap sur le centre commercial.

Les travailleurs et les travailleuses de rue se promènent deux par deux dans les rayons d'un magasin du type «À un dollar». Ils ne lésinent pas sur les sourires, les salutations et les politesses. Tout est une occasion de créer un contact. Une femme dans la cinquantaine plisse des yeux devant des rayons remplis de bibelots. Elle est entièrement absorbée dans ses pensées. Toute son attitude proclame: «Ne me dérangez pas!» Un travailleur de rue s'approche et fait comme elle, avant de lancer, comme par dépit: «C'est pas facile de choisir quand y a trop de choix!» Immédiatement, la

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ

femme change d'attitude. Des sourires, une courte discussion sur les bibelots, puis quelques mots de politesse s'ensuivent.

Plus loin, deux jeunes femmes avec un bébé. Elles regardent de tout côté, comme si le commerce était trop grand. Un duo de travailleurs de rue complimente le bébé. Les deux femmes sourient en regardant l'enfant comme si elles le voyaient pour la première fois. Quelques paroles sont échangées, puis l'un des travailleurs regarde les modestes articles dans le chariot et dit, sur un ton d'humour: «Vous venez dépenser toute votre paye?» La mère répond, rougissante, que «ça risque d'être pas trop long…» On nous dira un peu plus tard: «La mère vit probablement de l'aide sociale. Elles se rappelleront de nous autres quand on les reverra.»

Il y avait au départ de nombreux obstacles à surmonter, principalement celui de «former» des personnes peu alphabétisées tout en les aidant à surpasser leurs difficultés avec le code écrit. Leur volonté d'agir, mais aussi leurs connaissances de la ville, des gens et de leurs habitudes ont repoussé les limites appréhendées.

Plus loin, dans la file d'attente qui mène à la caisse æ car, cause oblige, nos duos magasinent eux aussi — , l'un des travailleurs de rue amorce une discussion avec la caissière sous prétexte de se faire expliquer les avantages du lecteur optique. «Ça va plus vite que pitonner», dit l'employée. «Plus besoin de savoir compter», renchérit le travailleur de rue. «J'ai pas trop de misère avec ça», rétorque calmement la caissière. Puis le travailleur de rue cherche à lire à voix haute le prénom sur la chemise de la caissière, pensant que c'est le sien. Il n'y arrive pas. Il apprend alors que c'est… la marque du vêtement! «Je suis des cours pour adultes», admet-il. Il parle alors de ses ateliers de «français» et de ses objectifs personnels d'apprentissage. La discussion se poursuit encore quelques minutes.

Plus tard, l'équipe se retrouve au grand complet dans un restaurant de type «cafétéria » que fréquente, à cette heure de l'après-midi, une clientèle d'habitués formée surtout d'adultes pauvres et peu alphabétisés. Des conversations décousues se nouent avec les voisins de table. On s'attarde surtout à renouer des contacts établis pendant les semaines précédentes. On réinvite deux femmes déjà inscrites à nos ateliers, mais qui n'ont pas donné suite pour des raisons différentes.

L'un des travailleurs de rue décide ensuite de se rendre au salon de quilles, un lieu qui n'a pas été fréquenté jusqu'à maintenant. L'équipe s'assoit derrière un groupe d'une dizaine de joueurs. Sa présence passe apparemment inaperçue, jusqu'à ce qu'un homme profite du «triplé» d'une joueuse pour s'exclamer vivement: «Ça joue fort, ça joue fort!» Une série de petites discussions s'amorcent entre les travailleurs de rue et le groupe de joueurs. Ce sont des retraités qui se retrouvent régulièrement, toujours le même jour, à la même heure; il leur manque une joueuse, mais c'est exceptionnel, etc. À la fin de la dernière partie, les travailleurs de rue cherchent à se faire inviter à jouer avec le groupe. On ne leur dit pas non, mais on les avise que les parties cessent pendant les fêtes pour reprendre plus tard en janvier.

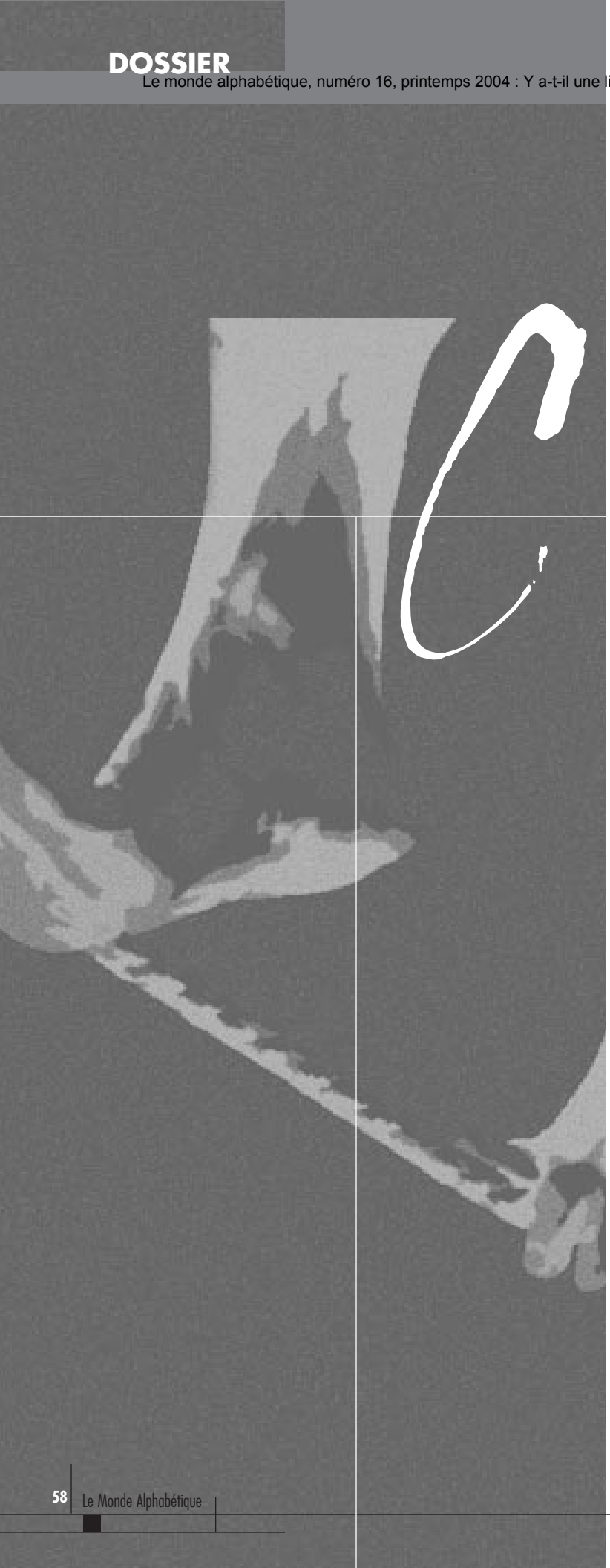
L'équipe rentre enfin à son «quartier général» pour discuter de l'après-midi. On reconnaît que ce fut une assez bonne journée en nombre et en qualité de rencontres, puis on passe à l'autoévaluation. Elle se fait d'abord par écrit dans le journal de bord, et est ensuite l'objet d'une discussion avec l'animatrice-travailleuse de rue. Cette dernière admettra que dès la première semaine, elle a été impressionnée par le nombre de contacts établis par les trois travailleurs «inexpérimentés». «Même moi, les premières fois, j'étais plus discrète, plus timide.» C'était bien parti!

Conclusion

Il est encore trop tôt pour évaluer les résultats du projet. Les travailleurs et les travailleuses de rue tiendront-ils le rythme jusqu'à la fin? Réussiront-ils à convaincre des gens de s'inscrire à des activités de préalphabétisation, puis à des ateliers? Poursuivront-ils leurs actions? Formeront-ils d'autres travailleurs de rue? Amèneront-ils d'autres personnes à considérer qu'il est possible de changer sa vie? Chose certaine, ils auront réussi à imposer leur volonté de «faire la différence».

Il y avait au départ de nombreux obstacles à surmonter, principalement celui de «former» des personnes peu alphabétisées tout en les aidant à surpasser leurs difficultés avec le code écrit. Leur volonté d'agir, mais aussi leurs connaissances de la ville, des gens et de leurs habitudes ont repoussé les limites appréhendées. Pour notre groupe, c'est une leçon à retenir. Si nous laissons les participants et les participantes prendre la place que l'alphabétisation populaire s'évertue à leur reconnaître, ils et elles sont non seulement en mesure de bien l'occuper, mais également de lutter efficacement contre l'analphabétisme. Cela pourrait avoir des conséquences importantes pour les groupes d'alphabétisation populaire et le réseau formel d'éducation des adultes.

Le monde alphabétique, numéro 16, printemps 2004 : Y a-t-il une ligne juste en alphabétisation populaire? - RGPAQ



Conclusion

Tout peut, à des degrés divers, influencer nos pratiques. Le bon et le mauvais, les idées de gauche comme de droite. Nier cette évidence équivaut à s'enfermer dans un monde artificiel, alors que nous voulons justement une société bien réelle, à l'image de ceux et celles la composant, et non un club sélect pour une poignée d'individus.

Il ne faut pas restreindre le champ de nos interventions, mais plutôt chercher à l'élargir, sans craindre l'erreur. Notre force ne réside-t-elle pas dans notre capacité à poser un regard critique au-dehors et au-dedans?

N'ayons pas peur des chocs «culturels», des embardées, du déséquilibre momentané de notre mouvement, que nous ne souhaitons pas sclérosé, mais ouvert et libre. Libre de tout.